

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2027 - 8 juin 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

Face à Sarkozy



**Le contre-pouvoir sera
dans les entreprises
et dans la rue !**

**La campagne des candidats
de Lutte Ouvrière**

Sommaire

Politiciens

- p. 4 ■ Fillon, Hortefeux et les immigrés
■ Nouvelles attaques contre la Sécurité sociale

La campagne de Lutte Ouvrière

- p. 5 ■ Meeting d'Arlette Laguiller à Paris (extraits)

Tribune

- p. 6 ■ Le 10 juin, votez pour un programme pour les travailleurs, votez Lutte Ouvrière !

Leur société

- p. 6 ■ Expulsion d'un Guinéen à Limoges
■ Contre l'ouverture d'un centre de rétention à Nîmes
- p. 7 ■ Total et le procès de l'Érika
■ Manifestation contre des suppressions de classes (Puy-de-Dôme)
■ Projet de fermeture d'une maternelle à Argenteuil

Dans le monde

- p. 8 ■ Air de Guerre froide au G8
■ États-Unis : Mensonges autour de la vente de Chrysler ; libérez Mumia Abu-Jamal !
- p. 9 ■ Grève générale au Portugal
■ 18 corps d'immigrés repêchés en Méditerranée
- p. 10 ■ Liban : le chaos s'installe
■ Kouchner et le Darfour
■ Le groupe Pfizer en Afrique

Dans les entreprises

- p. 11 ■ LCL ; Hôpital de Clamecy (Nièvre) ; Logement à Poissy (Yvelines)
- p. 12 ■ Cofathec (étang de Berre) ; Arkema Pierre-Bénite (Rhône) ; Thalès Laval (Mayenne)
- p. 13 ■ France Telecom ; SFR ; Alcatel-Lucent
- p. 14 ■ Chausson Reims ; Française de Mécanique Douvrin (Pas-de-Calais) ; Simoldes-Plastics Onnaing (Nord) ; Buffalo Grill Viry-Châtillon (Essonne) ; Policiers contre travailleurs du bâtiment (Créteil)
- p. 15 ■ Suicide à PSA-Peugeot Mulhouse ; Renault ; Servair

Anniversaire

- Juin 1967 : la guerre des Six-Jours

• Rapport sur la police en Seine-Saint-Denis

Zéro chance pour que ça s'arrange

Un rapport sur les relations entre la police et la population dans des communes de Seine-Saint-Denis, émanant d'un institut qui dépend du ministère de l'Intérieur, déclare qu'il existe « un climat d'insécurité permanent entre la police et les habitants des quartiers sensibles » et que « les relations actuelles entre la police nationale et la population sont difficiles et empreintes de tensions évidentes ».

Quelle révélation ! Il faut être sourd et aveugle ou n'avoir jamais mis les pieds dans certains cités de banlieue, pour ne pas savoir, comme l'affirme par ailleurs ledit rapport, qu'il existe « une dégradation, voire parfois une césure dans les relations entre la police et la population ».

C'est quotidiennement que des policiers interviennent dans des cités à la manière de rambos, flash-balls à la main et injures à la bouche. Le journal *Le Parisien* faisait état, le 4 juin, d'une telle intervention dans une cité de Rosny-sous-Bois. Après qu'un habitant eut appelé la police parce qu'un gamin était grimpé sur son véhicule, trois voitures de police sont arrivées. Une dizaine d'enfants de 8 à 17 ans ont été alignés contre le mur par des policiers armés de flash-balls. Neuf ont été embarqués au commissariat, malgré les protestations des adultes présents, et ce n'est que tard dans la soirée qu'ils ont été libérés, après que leurs parents sont venus les récupérer au poste. Sûr que les relations de ces jeunes et de leurs familles avec la police ne sont pas près de s'arranger !

Le rapport note aussi « une déferlante de violences », « un nombre croissant de mineurs mis



en cause dans la délinquance », « une marginalisation croissante », etc. Il est certain que ce n'est pas le cas, de l'autre côté de Paris, à Neuilly-sur-Seine, où la délinquance existe aussi, bien sûr, mais a un autre visage. Mais, dans les cités de Seine-Saint-Denis, il y a peu de chances de connaître autre chose que le chômage ou les petits boulots sous-payés, alors que dans les beaux immeubles de Neuilly, pour la plupart des habitants c'est l'assurance d'une vie et

d'un avenir hors du besoin.

Combattre les incivilités et la délinquance, cela ne se fait pas seulement à coups de matraques et d'emprisonnements, mais par l'éducation et en se battant contre le chômage et toutes les formes de pauvreté. Le problème est qu'il faudrait d'abord enseigner cela à l'ancien ministre de l'Intérieur promu au rang de patron de la République.

Sophie GARGAN

À la télévision et à la radio

Entre le premier et le second tour des législatives, dans le cadre de la campagne électorale officielle, Lutte Ouvrière a droit à une émission de 2 mn 30 s sur les chaînes publiques, qui passera le mercredi 13 juin :

à la télévision :

France 2 : vers 13 h 50
France 3 : vers 11 h 25 avant le 12/13
France 4 : vers 16 h
France 5 : vers 17 h 30 avant C dans l'air

à la radio

France-Inter : vers 14 h 50

Devedjian ou le mépris des culs cousus d'or

« Comment se fait-il que les Hauts-de-Seine aient si bien évolué, et la Seine-Saint-Denis si mal ? » s'est étonné Devedjian, le nouveau président du Conseil général du département des Hauts-de-Seine (un département de banlieue de l'Ouest parisien qui compte des villes comme Neuilly et Saint-Cloud), en prenant connaissance du rapport sur les relations entre la police et la population de Seine-Saint-Denis. Et de trouver une explication : « C'est parce que l'un était géré par la droite et l'autre

par le Parti Communiste », ajoutant : « Les communistes ont ancré les gens dans la misère, parce que c'était aussi pour eux un moyen d'asseoir leur pouvoir politique. »

À la présidence du Conseil général des Hauts-de-Seine, Devedjian a succédé à son grand ami Sarkozy qui, lui-même, avait pris les rênes des mains de Pasqua. Des représentants du beau monde qui, eux, ont assis leur politique sur les services rendus aux plus riches. Dans leur département, les villes les plus cossues

ont vu fleurir les résidences de haut standing au détriment des logements sociaux, alors que, dans les communes les plus pauvres, les cités ouvrières n'ont rien à envier à celles de Seine-Saint-Denis.

Mais n'allez pas dire que c'est la politique des Devedjian et consorts qui, en enrichissant certains, a ancré les autres dans la misère. On pourrait vous traiter de... communistes !

S.G.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 10091 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org
Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 4 juin



Ministre de la Santé dans le gouvernement Sarkozy-Fillon, Roselyne Bachelot a annoncé que le déficit de la Sécurité sociale serait plus élevé que prévu, et a confirmé la création de nouvelles « franchises », c'est-à-dire d'une diminution des remboursements qui empêchera un peu plus les plus pauvres d'accéder aux soins qui leur seraient nécessaires. Dans le même temps, Sarkozy a confirmé les cadeaux fiscaux qu'il entendait faire aux plus aisés, car pour cela l'État n'a pas de problèmes d'argent.

Cela donne le ton de la politique que mènera le gouvernement après les élections législatives, quand il n'aura même plus à se soucier de ce que pense la fraction de l'électorat populaire qui s'est laissé séduire par la démagogie sécuritaire, nationaliste, anti-immigrés et antichômeurs de Sarkozy.

De son côté le Parti Socialiste prétend qu'il lui faut le plus grand nombre possible de députés pour constituer un contre-pouvoir face à l'UMP, et il le clame d'autant plus fort que les sondages pronostiquent une victoire écrasante de la droite. Les sondages ne valent que ce qu'ils valent, mais une telle hypothèse est dans la logique des choses, les élections législatives se déroulant dans la foulée de l'élection présidentielle. C'est d'ailleurs le Parti Socialiste qui est responsable de cet état de choses, ce calendrier électoral ayant été décidé par le gouvernement socialiste de Jospin.

Mais quand le Parti Socialiste affirme que plus il aura de députés, plus il pourra s'opposer à la politique de Sarkozy, c'est un mensonge éhonté, et une récidive du chantage au vote utile qu'il avait déjà utilisé pour la présidentielle. Demain, qu'il y ait 50 ou 200 députés socialistes à la Chambre ne ferait aucune différence. Même s'ils le voulaient, les députés socialistes n'auraient aucun moyen de s'opposer aux décisions du gouvernement, qui disposera du soutien

inconditionnel de la majorité UMP. Et il n'est même pas sûr qu'ils le voudraient, le programme du PS ne différant pas sur certaines questions de celui de la droite.

Non, si le Parti Socialiste utilise ce chantage au vote utile, s'il tient à avoir le plus grand nombre de députés possible, c'est que toute son existence repose sur le nombre de ses élus, d'abord au Parlement, mais aussi dans les Conseils régionaux, les Conseils généraux, les municipalités des grandes villes. Cette présence lui permet de nouer toutes sortes de relations avec les possédants, au niveau local comme au niveau national, car il y a longtemps que le Parti Socialiste a renoncé à transformer la société et n'a comme seul but que d'être admis à gérer les affaires de la bourgeoisie.

Aucun résultat électoral ne pourra empêcher Sarkozy d'accentuer la politique de régression sociale qui est menée depuis des années. La seule chose qui puisse y mettre un coup d'arrêt, c'est une réaction du monde du travail. Mais il n'y a pas de raison d'être démoralisé. Les forces de la classe ouvrière sont intactes. Ce qui lui manque, c'est la conviction qu'elle peut par la lutte, par les grèves, contraindre le gouvernement à mettre au rencart ses menaces sur le droit de grève, sur le démantèlement du code du travail, sa politique de généralisation de la précarité.

Beaucoup de travailleurs ne croient pas que cela soit possible. Eh bien, il faut montrer aux pessimistes qu'ils ont tort, qu'une fraction de la classe ouvrière ne s'est pas résignée à subir sans réagir de nouvelles attaques de la part du patronat et du gouvernement. Et la seule manière de le faire c'est de voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, qui sont tous des travailleurs, et qui seront au premier rang, aux côtés de l'ensemble des travailleurs, dans les luttes à venir.

Arlette LAGUILLER

• Heures supplémentaires

Des mesures au détriment du monde du travail

Le gouvernement se prépare à appliquer une promesse électorale de Sarkozy : exonérer les heures supplémentaires de charges sociales et d'impôt sur le revenu.

Un rapport du Conseil d'analyse économique, un organisme officiel rattaché au Premier ministre, admet qu'une telle mesure serait loin d'avoir l'effet miracle annoncé par Sarkozy. Les auteurs, trois

économistes qui n'ont rien de contestataires, écrivent que cet allègement « accroît le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent au-delà de la durée légale. Néanmoins, en contrepartie, le financement de cet allègement réduit le revenu des salariés qui ne font pas d'heures supplémentaires ». Et en tout cas, il y a « un risque de coût exorbitant pour les finances publiques ».

Selon le journal *Les Échos*, la suppression des cotisations

sociales sur les quelque 900 millions d'heures supplémentaires effectuées actuellement représenterait plus de 5 milliards d'euros. Ce serait autant d'argent en moins pour l'État et pour la Sécurité sociale. Les économistes ne vont pas jusqu'à préciser quelles seront les conséquences de ce nouveau trou financier, mais il n'est pas difficile de les imaginer : des soins encore moins remboursés en cas de maladie, et aussi en cas d'acci-

dents du travail. Or, ceux-ci augmenteront si les heures supplémentaires prolifèrent. Bref, le projet de Sarkozy « ne constitue pas un moyen efficace de valoriser le travail », lit-on dans ce rapport tout à fait officiel.

Alors que Sarkozy prétend combattre le chômage, « cette mesure a un effet négatif sur l'emploi, puisqu'elle incite les entreprises à substituer des heures de travail aux hommes. », soulignent les trois économistes.

Effectivement, si le patronat est encouragé à user une partie de la classe ouvrière en augmentant la durée du travail, il laissera sur le carreau un nombre de travailleurs encore plus grand qu'aujourd'hui.

Ce ne sont que des évidences. Le slogan de Sarkozy, « travailler plus pour gagner plus », est démagogique et mensonger, et même répété sur tous les médias, cela n'en fait pas une vérité.

Jean SANDAY

• Sécurité sociale

Attaques tous azimuts contre les assurés sociaux



Alors même que le déficit de la Sécurité sociale s'est réduit l'an dernier, passant de 11,6 milliards à 8,7 milliards, et que plus particulièrement celui de l'Assurance maladie est passé, lui, de 8 à 5,9 milliards, un « Comité d'alerte », mis sur pied en 2004 pour prévenir les dérapages des dépenses maladie, vient de tirer la sonnette d'alarme : l'augmentation des dépenses de maladie risque d'atteindre cette année 3,1 % et donc de dépasser de plus de 0,75 % le montant prévu dans la loi de financement de la Sécurité sociale adoptée à l'automne dernier.

Compte tenu de l'inflation, on ne peut pourtant pas dire qu'il s'agit là d'une catastrophe, d'autant qu'il est normal que les dépenses de santé augmentent, pour que la population bénéficie des meilleurs soins possibles. En fait l'alerte arrive à point nommé pour justifier les attaques du nouveau gouvernement contre les assurés sociaux. Il se doit d'avaliser des mesures permettant d'économiser au moins 900 millions d'euros dans l'année, qui doivent être proposées au Comité d'alerte d'ici le 30 juin. La Confédération des médecins français a déjà fait savoir que les mesures « ne devaient en aucun cas toucher aux honoraires des médecins ». Le Medef, de son côté, ne veut pas de mesures « pesant sur la compétitivité et l'emploi ». L'industrie pharmaceutique non plus ne sera pas en reste pour faire prévaloir ses intérêts. Restent donc les assurés qui vont encore une fois payer le gros de la note et pour cela les idées ne manquent pas : pénaliser davantage ceux qui ne respectent pas le parcours de soins, ne plus rembourser les médicaments qui possèdent des génériques, dé plafonner le forfait de 1 euro sur les consultations, les actes médicaux et les analyses, actuellement plafonné à 50 euros par personne et par an, contrôles

renforcés sur les arrêts de travail, etc.

Ce plan d'économies va aggraver encore un peu plus les inégalités devant la maladie. Et cela sans compter les projets du gouvernement, qu'il veut faire adopter lors de la prochaine loi de finances, comme la mise en place d'une franchise sur tous les remboursements ou encore une TVA sociale.

Alors que le gouvernement s'appête à dépenser de 10 à 15 milliards d'euros pour faire des cadeaux aux entreprises et aux plus riches, il est beaucoup moins pressé de payer les dettes de l'État envers la Sécurité sociale, qui se montaient déjà en décembre dernier à 5,2 milliards d'euros, dont 3,22 milliards d'euros au seul titre des exonérations de cotisations sociales patronales. Alors qu'il prévoit encore de nouvelles exonérations pour les heures supplémentaires, il cherche par tous les moyens à faire payer la population laborieuse au détriment de l'accès aux soins des plus pauvres.

Payer plus pour être remboursé moins : voilà un slogan que Sarkozy s'est bien gardé de mettre en avant dans sa campagne, mais qui correspond bien à sa politique.

Dominique CHABLIS

• Meeting UMP à Lyon

Le bêtisier de Fillon

Dans le discours qu'il a prononcé devant les militants de l'UMP réunis pour la campagne électorale à Lyon le 4 juin, Fillon, sur la lancée de son patron Sarkozy, s'est essayé aux images choc et aux références historiques hasardeuses.

Il a d'abord qualifié son gouvernement de « nouvelle vague » qui va tout changer ; « nouvelle vague » gouvernementale qui, comme on sait, roule des vieux crabes comme Juppé, Alliot-Marie, Sarkozy et Fillon lui-même, tous anciens ministres, tous responsables de la politique menée depuis des années.

Mais voilà qu'à la recherche d'images audacieuses, le Premier ministre s'est pris à évoquer la « gauche des grandes âmes sèches qui pratique la justice sociale comme on offre un caramel mou, du bout des doigts, à la sortie des kermesses dominicales ». Le « caramel mou » était évidemment là pour faire la joie des journalistes qui inévitablement l'ont repris et l'ont qualifié d'attaque féroce contre les

socialistes. Mais on se demande d'où vient cette image de « sortie de kermesse dominicale ». On imagine une petite ville, quand le notaire donne une piécette à son fils en lui disant de la mettre dans la casquette du mendiant, mais sans le toucher. Est-ce un souvenir d'enfance de Fillon ?

Le Premier ministre a également tenté un raccourci que même Sarkozy n'avait pas osé en déclarant : « Les petites retraites peuvent être meilleures pourvu que l'on réforme les régimes spéciaux. » Si les retraites du privé sont misérables selon lui, ce n'est pas parce que les patrons ne payent pas ce qu'ils doivent aux caisses, ni parce que, à cause du chômage, il y a moins de cotisants. Non, ce

serait parce que celles des cheminots ou des électriciens coûteraient trop cher !

Et puis, comme Sarkozy, Fillon y est allé de sa référence historique liée au monde du travail : « La ville des canuts et des soyeux est une ville où l'on chérit le travail, l'effort et le mérite. » Les canuts étaient les ouvriers de la soie, les soyeux étaient leurs patrons. Ces derniers chérissaient tellement l'effort et le mérite qu'ils payaient des salaires de famine. Et lorsque les canuts se sont soulevés, en 1831, c'est l'armée qui, à coup de canons, a fait rentrer la « valeur travail » dans ses taudis.

Mais, d'après Fillon, c'est « la gauche qui dresse en sous-main l'ouvrier contre son patron »...

Paul GALOIS

• Immigration

Le ministre veut faire du « chiffre » sur la vie des immigrés

À l'approche des législatives, Brice Hortefeux, chargé du nouveau ministère de l'Immigration, s'en est encore pris aux immigrés clandestins, annonçant pour 2007 l'objectif de 25 000 expulsions d'immigrés sans papiers, soit près de 100 par jour.

Ce monsieur appelle pudiquement ces expulsions des « éloignements ». Selon lui, il faut poursuivre sur la voie engagée ces dernières années : 140 % de hausse du nombre d'expulsions entre 2002 et 2006.

Ces déclarations n'ont pas seulement pour but de rappeler aux électeurs de Le Pen ralliés à Sarkozy qu'ils peuvent en toute quiétude voter pour les candidats UMP lors des législatives. Elles indiquent quelle politique Sarkozy et ses acolytes comptent mener à l'égard de tous ceux qui tentent de fuir la misère en rejoignant les pays riches. Ils trouveront devant eux des obstacles toujours plus hauts et plus nombreux qui rendront plus difficile leur vie de paria.

Hortefeux a tout de même de la compassion... pour le patronat, petit et grand. S'il a



besoin de main-d'œuvre, le gouvernement offrira tout de même les muscles et les cerveaux nécessaires. « Plusieurs secteurs d'activité, tels que le bâtiment, l'hôtellerie, le travail saisonnier agricole, les services à la personne mais aussi l'activité scientifique ont besoin d'une main-d'œuvre et de talents d'origine étrangère... l'immigration zéro n'est ni possible ni souhaitable », a aussi déclaré Hortefeux.

Au moment même où Hortefeux revenait à la charge sur

cette question, un navire de guerre français repêchait au large de Malte les corps de 18 migrants qui se sont noyés en tentant de rejoindre l'Europe. Venu apporter son soutien à l'équipage, le ministre a tenu sans vergogne à « rendre hommage aux disparus, victimes de l'immigration clandestine » !

Avec ce genre de cynisme, Hortefeux pourra même très bien « rendre hommage aux victimes »... de ses expulsions !

Michel ROCCO

• Arlette Laguiller

« Le contre pouvoir sera dans les entreprises et dans la rue »

Le 5 juin se tenait au Théâtre de la Mutualité à Paris un meeting de soutien aux candidats Lutte Ouvrière d'Ile-de-France, dans lequel Arlette Laguiller a pris la parole. Voici des extraits de son intervention.

Sarkozy au service des possédants

Le gouvernement Fillon n'a pas attendu la victoire électorale aux prochaines législatives pour annoncer les premières mesures qui illustrent ce que Sarkozy entend par « réformes ». Les unes visent à favoriser encore plus les possédants. Les autres, à enfoncer encore plus la tête sous l'eau des classes populaires.

Une de ces mesures concerne l'abattement des charges sociales sur les heures supplémentaires. Déjà telle qu'elle avait été promise par Sarkozy pendant sa campagne présidentielle, elle ne pouvait qu'inciter les patrons à user et à abuser des heures supplémentaires, au lieu d'embaucher. Mais Fillon vient de préciser une nouvelle nuance : la déduction des charges sociales pourrait s'appliquer aussi pour les travailleurs à temps partiel.

Pourquoi le patron d'une chaîne commerciale ou d'un magasin embaucherait-il donc à temps complet, alors qu'en multipliant les temps partiels il a plus de flexibilité, avec en prime l'avantage de ne pas avoir à payer de charges sociales sur les heures complémentaires ? Le salarié ne paiera certes pas, non plus, de charges, mais avec toutes les conséquences que cela aura sur son assurance maladie, accidents du travail et sur la retraite. Ce sont des mesures à fabriquer des pauvres.

Et tout le reste est à l'avenant.

Pour le Parti Socialiste, la fin d'une période

Les élections de 2007, présidentielle puis législatives, auront vraisemblablement clos une période commencée par le retour au pouvoir du PS en 1981 ou, plus exactement, par la signature du *Programme commun* et la création de l'Union de la gauche en 1972.

C'est grâce à l'Union de la gauche, c'est-à-dire grâce au Parti Communiste, que le Parti

Socialiste a pu revenir au pouvoir, après un quart de siècle d'abstention forcée.

Politiquement, c'est le PCF qui avait apporté à ce politicien de centre-droit qu'était Mitterrand la caution de gauche pour pouvoir se présenter comme un homme de gauche d'abord, puis comme l'homme providentiel dont la gauche avait besoin. C'est le PC qui avait apporté le nombre de voix qui manquait à Mitterrand pour être élu à la présidentielle et, au Parti Socialiste, ce qui lui manquait pour être majoritaire dans les élections législatives en 1981, en 1988 et, pour la dernière fois, en 1997. Le Parti Communiste avait joué, au premier tour des législatives, le rôle de ramasse-voix sur la gauche du PS, pour apporter ces voix à ce dernier au second tour. En récompense, mais aussi pour faire cautionner sa politique, Mitterrand avait offert des places de ministres au PC en 1981.

C'est avec l'appui du PC que le PS a pu devenir une alternative à la droite, elle-même affaiblie par ailleurs par le développement du FN lui disputant son électorat. C'est grâce au PC que, pendant plus de la moitié des vingt-six ans écoulés depuis l'accession de Mitterrand à la présidence en 1981, le PS a occupé soit la présidence, soit la tête du gouvernement, soit les deux à la fois.

Le pari de Mitterrand de réduire l'influence électorale du PC, annoncé publiquement avant même l'accession de l'Union de la gauche au pouvoir, allait être un pari gagnant. Avec la complicité des dirigeants du PC, qui ne proposaient comme perspective politique aux classes populaires que l'alliance PC-PS et un gouvernement d'Union de la gauche, Mitterrand avait réussi son opération au-delà de son espoir. En prenant la tête du gouvernement en 1997, Jospin a repris à son compte la même opération sous le nom de « Gauche plurielle ».

En 1981, l'année de l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, le Parti Communiste recueillait 16,1 % des voix lors des législatives, et son candidat, Georges Marchais, 15,5 %.

Aux élections de 2002, qui marquaient la fin du gouvernement Jospin, le PCF en était réduit à 4,82 % des voix aux législatives et son candidat à la présidentielle, Robert Hue,

devait se contenter de 3,37 % des suffrages.

C'est toute une période historique qui semble s'achever avec l'échec du PS à l'élection présidentielle de 2007, celle de l'Union de la gauche et de la Gauche plurielle comme moyens pour le PS d'accéder à la présidence ou à la tête du gouvernement.

Car, au fur et à mesure que le PCF redonnait du crédit au Parti Socialiste, il perdait le sien. Il s'est déconsidéré vis-à-vis de son électorat traditionnel.

Le PS est devenu depuis longtemps hégémonique à l'intérieur de la gauche, mais l'affaiblissement du PC, dont il a été le grand bénéficiaire, se retourne maintenant contre lui.

Sur le plan politique, le PC n'a plus le crédit pour apporter au PS une caution de gauche. Et, sur le plan de l'arithmétique électorale, l'apport du PC au PS est devenu insignifiant. La stratégie électorale qui avait si bien réussi à Mitterrand et qui, en 1997, avait encore permis à Jospin de s'assurer une majorité à l'Assemblée, et donc la direction du gouvernement, est aujourd'hui dans l'impasse. L'effondrement électorale du PC compromet tout espoir pour le PS de revenir au pouvoir à brève échéance. Ce ne sont ni les écologistes de différentes obédiences, ni la nébuleuse antilibérale de gauche qui peuvent se substituer au PC pour assurer au PS le complément de voix qui lui manque.

La légitimité de la lutte de classe

Non, il n'y aura pas à l'issue de ces législatives, et il ne pourra pas y avoir, de contre-pouvoir parlementaire à la domination de la droite antiouvrière. Mais tout ne se passe pas à l'Assemblée et le contre-pouvoir pourra se déployer ailleurs, en dehors des murs de l'Assemblée nationale, dans les entreprises et dans la rue. Et c'est même là seulement qu'un contre-pouvoir pourra s'établir.

La classe sociale victime de la politique menée n'a qu'un seul moyen de se défendre : en faisant irruption directement dans le domaine politique, en bouleversant ce jeu, en en rejetant les règles.

Eh bien, les travailleurs n'ont pas à se sentir engagés par les scrutins qui ont donné le pouvoir à la droite. Ils n'ont pas à accepter qu'au nom d'une

prétendue légitimité d'un nouveau président de la République réactionnaire et antiouvrier, on continue à les appauvrir et à les opprimer !

Non, l'exploitation et l'oppression ne sont jamais légitimes, même si elles sont votées par une majorité ! Et ceux qui subissent l'exploitation et l'oppression ont évidemment le droit moral et la légitimité humaine de se défendre.

Les commentateurs n'ont pas eu des mots assez durs pour me reprocher d'avoir dit que les bulletins de vote ne sont que des chiffons de papier. Ils y ont vu évidemment la démonstration que les révolutionnaires que nous sommes n'ont que faire de la démocratie.

Cela ne les choque pas du tout que les entreprises et toute l'économie soient dirigées de manière dictatoriale et sans la moindre consultation même de ceux qui subissent les contre-coups des décisions des conseils d'administration. Cela ne les choque pas que quelques individus, parce qu'ils représentent les intérêts de puissants groupes financiers, puissent fermer une usine, en délocaliser d'autres, et fabriquer des centaines ou des milliers de chômeurs et démolir la vie économique locale.

Eh bien oui, je persiste et signe pour dire que les bulletins de vote ne peuvent être que des chiffons de papier tant que l'économie, c'est-à-dire la vie quotidienne de la population, est entre les mains d'une minorité de possesseurs de capitaux dont la seule motivation est la recherche du profit maximum. On ne pourra parler véritablement de démocratie que lorsque la société maîtrisera aussi, démocratiquement, sa vie économique, la façon de produire les biens nécessaires à la collectivité et la façon de les répartir.

www.lo-legislatives.org

À cette adresse, vous pouvez trouver toutes les informations que vous cherchez : la liste de nos candidats, bien sûr, et les moyens de les contacter, ainsi que la liste des réunions publiques qu'ils tiendront. Des articles se rapportant à la campagne, la critique de la politique annoncée par Sarkozy, la

Réunions publiques

Mérignac
avec Nelly Malaty, porte-parole régionale
Jeudi 7 juin
à 20 heures

Salle des fêtes de Capeyron

Valentigney (Doubs)
avec Michel Treppo
jeudi 7 juin
à 18 heures
Salle Pierre-Belon

Marseille
avec Isabelle Bonnet, porte-parole régionale
Jeudi 7 juin
à 19 heures
Salle Mazenod, 88, rue d'Aubagne Marseille 1^{er}

Clermont-Ferrand
avec Marie Savre, porte-parole régionale
Jeudi 7 juin
à 20 heures
Salle Abbé-Prévost
La Glacière (près de la poste)

Rennes
avec Valérie Hamon, porte-parole régionale
Jeudi 7 juin
à 20 h 30
Salle de spectacle Maison de quartier de Villejean, rue de Bourgogne

Tours
avec Farida Megdoud, porte-parole régionale
Jeudi 7 juin
à 20 h 30
Centre de vie du Sanitas
10, place Neuve

Strasbourg
Vendredi 8 juin

liste des émissions de radio et de télévision auxquelles les porte-parole, nationale et régionales, de Lutte Ouvrière sont invitées.

Des moyens de prendre contact avec LO sont ainsi à la disposition de tous ceux qui utilisent internet. Ne manquez pas de visiter notre site !

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Le 10 juin, votez pour un programme pour les travailleurs, votez Lutte Ouvrière

Nous voilà donc avec ce nouveau gouvernement Sarkozy et des premières mesures, sans complexes, en faveur des riches qui paieront moins d'impôts, moins de droits de succession, moins de cotisations sociales pour les heures supplémentaires. Serage de ceinture en revanche pour les travailleurs qui devront payer une franchise sur les frais de santé, verront leurs gosses jugés délinquants plus vite sous les verrous, subiront une limitation de leur droit de grève. Ce gouvernement Sarkozy, saupoudré de quelques personnalités de gauche, ressemble comme deux gouttes d'eau au gouvernement précédent, dont il poursuit la politique anti-ouvrière.

Du côté socialiste, on voudrait nous faire croire qu'il est très important de faire contrepoids. Mais qu'avons-nous retenu qui serait vraiment en faveur des classes populaires dans la campagne de Ségolène Royal ? Alors quelques députés de gauche de plus ou de moins, et même une majorité qui aboutirait à un genre de cohabitation... ne changeraient strictement rien au sort des classes populaires.

C'est en votant pour les candidats de Lutte Ouvrière que les travailleurs défendront leurs intérêts. Ce sera d'abord une façon d'affirmer qu'ils ne se sentent nullement engagés par le scrutin qui laisse en place, à la tête du pays, des hommes qui se sont largement illustrés par leurs choix réactionnaires. Une façon d'affirmer qu'ils contestent la politique pro-patronale de ces derniers et qu'ils vont s'employer, dans les semaines et les mois qui viennent, à y résister.

Ce serait la moindre des choses qu'il n'y ait pas de salaires et minima sociaux inférieurs à 1 500 euros nets, que tous les salaires et minima soient rattrapés de 300 euros. La moindre des choses que les travailleurs ne soient pas menacés de licenciements et qu'il y ait des embauches massives dans les services publics, les écoles, les hôpitaux, les transports. La moindre des choses ce ne soient pas les travailleurs précaires, retraités, chômeurs, sans papiers qui trinquent encore, tandis que s'étalent des affaires comme celle d'EADS, qui

licencie des milliers de salariés mais dont le plus gros actionnaire français, Arnaud Lagardère ami de Sarkozy, peut se faire quelques millions d'euros par un simple coup en Bourse.

Il va falloir, tous ensemble, y remettre bon ordre, contraindre patronat et gouvernement à en rabattre sur leurs rapines et se soumettre à nos impératifs vitaux. Mais ce ne sont pas les bulletins de vote qui les feront reculer, ce sont nos coups de colère, nos réactions et grèves qui devront s'organiser, se joindre et s'étendre jusqu'à se généraliser. Et s'enhardir jusqu'à devenir un contre-pouvoir.

Sarkozy a beau tenter de conjurer un futur sort, il sait que quelques grandes luttes sociales de ce pays ont éclaté sous des gouvernements de droite. En mai 1968, c'est De Gaulle qui a dû reculer devant l'explosion sociale et partir pleurer auprès de l'armée stationnée en Allemagne. En novembre-décembre 1995, c'est Juppé que les cheminots suivis de travailleurs des services publics ont fait reculer. En format réduit l'an dernier, ce sont De Villepin et Sarkozy que la jeunesse étudiante a contraints à retirer une loi déjà votée sur leur « contrat première embauche ».

Alors gare aux contrats de la même eau qu'ils ont dans leurs cartons. Gare à leurs projets de plus grande flexibilité du travail. Gare à la poursuite des licenciements et fermetures d'entreprises alors que les entreprises du CAC 40 ont réalisé 100 milliards de profits en 2006. Les travailleurs ne vont pas laisser pleuvoir les coups, pendant 5 ans, sans déclencher leur propre plan d'urgence.

Le vote en faveur des candidats présentés par Lutte Ouvrière n'a pas le pouvoir de changer la majorité qui viendra à la rescousse de Sarkozy au parlement. Mais il indiquera qu'une partie de la classe ouvrière est prête à s'opposer aux attaques, par ses mobilisations dans les entreprises et dans la rue, et à y entraîner suffisamment d'autres pour changer le rapport de forces.

Le 10 juin, votez Lutte Ouvrière.

Éditorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle du lundi 4 juin 2007, publiés par La Fraction.

Convergences Révolutionnaires n° 51 (mai-juin 2007)

Bimestriel publié par La Fraction

Articles : Les élections présidentielles : le "diable" est élu, le combat continue - Gauche et extrême gauche à l'épreuve des urnes - **Grèves, luttes et mobilisations** : Citroën-Aulnay : les 300 euros mensuels à l'ordre du jour - TSI-Advantys : les travailleurs du nettoyage face à la SNCF briseuse de grève - Arsenal de Cherbourg : les résistances à la privatisation - Sans-papiers : quand toute une commune refuse les expulsions - Belgique : lois antiterroristes contre militants politiques.

Dossier : L'INDE : nouveau "miracle" de l'économie capitaliste ?
Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Limoges (Haute-Vienne)

Mobilisation contre l'expulsion d'un jeune Guinéen

Vendredi 25 mai, pour la deuxième fois à trois mois d'intervalle, la préfecture de la Haute-Vienne a prononcé un arrêté de reconduite à la frontière concernant un jeune Guinéen sans papiers.

La première fois, en février, grâce à la mobilisation du Réseau éducation sans frontières de Limoges et de celui de Bordeaux, où il était en rétention administrative, Aboubacar Fofana avait pu être libéré, le tribunal administratif de Bordeaux ayant annulé la décision de la préfecture de Limoges. Celle-ci a fait appel, l'affaire n'est toujours pas jugée. Et voilà que, après qu'Aboubacar a été de nouveau arrêté par la PAF (Police de l'Air et des Frontières), la préfecture prononce un nouvel arrêté d'expulsion !

Aboubacar, envoyé encore une fois au centre de rétention de Bordeaux, a été remis en liberté pour vice de forme (défaut d'interprète) par le juge des libertés, toujours grâce à la coordination des RESF de Limoges et Bordeaux. Mais cette fois le tribunal administratif de Bordeaux a entériné l'arrêté de la préfecture de Limoges et Aboubacar, de retour en Haute-Vienne, doit être caché.

Aboubacar est arrivé en France en 2004, à l'âge de 17 ans, dans des condi-

tions extrêmement difficiles. Orphelin, ce qu'il a pu raconter de sa vie en Guinée laisse penser qu'il était un enfant esclave. Il n'a jamais été scolarisé. Pris en charge par des organisations humanitaires, dont le Secours Catholique, il suit des cours d'alphabétisation et tente de retrouver un équilibre, car les conditions de son émigration, l'acharnement dont il est l'objet de la part de la préfecture, l'ont extrêmement fragilisé psychologiquement et physiquement. Le Collectif des sans-papiers de Limoges, le Réseau éducation sans frontières et les organisations humanitaires qui l'aident tentent d'obtenir sa régularisation à titre exceptionnel pour des raisons humanitaires, dossiers médicaux à l'appui. Mais jusqu'à ce jour la préfecture n'a répondu qu'à coup d'arrêtés d'expulsion chaque fois que la PAF (qui a désormais remplacé la police locale pour les rafles à Limoges) l'arrête.

Mais RESF et le Collectif des sans-papiers continuent les actions : un rassemblement a eu lieu le mercredi 30 mai devant la préfecture, un autre le samedi 2 juin place d'Aine et d'autres sont prévus, dont Lutte Ouvrière est bien entendu solidaire.

Correspondant LO

• Nîmes

Contre l'ouverture d'un Centre de rétention administrative !

Samedi 2 juin, environ 400 manifestants ont répondu à l'appel du Réseau éducation sans frontières du Gard (RESF) et de bon nombre d'associations, de syndicats et de partis politiques, pour dire leur colère contre l'ouverture très prochainement d'un Centre de rétention administrative (CRA) et d'un Centre éducatif fermé pour les enfants de 13 à 16 ans à Nîmes.

En effet un centre de rétention de 126 places, construit dans le plus grand secret, va ouvrir cet été dans l'enceinte de l'école de police de Nîmes, à Courbesac. Cette structure est prévue pour enfermer des familles en situation irrégulière, hommes, femmes et enfants, nourris-

sons compris !

Une intervenante de RESF a raconté l'histoire dramatique de cet immigrant, fuyant la répression et la mort dans son pays d'origine, que le gouvernement français a maintenu dans un de ces centres avant de le renvoyer chez lui où il a été abattu...

Il faut savoir que chaque expulsion coûte environ 25 000 euros. L'État est donc prêt à dépenser une fortune pour expulser les plus faibles, alors qu'il a ouvert grand ses portes pour accueillir et protéger bon nombre d'anciens dictateurs. Une politique intolérable, empreinte de xénophobie et de racisme.

Correspondant LO

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 107 (mai-juin 2007)

L'élection présidentielle et après

Sarkozy à la présidence : dans la continuité d'un pouvoir réactionnaire

Commentaires sur le premier tour de la présidentielle

Que signifie politiquement « le camp des travailleurs » ?

Élections législatives des 10 et 17 juin 2007

plus de 560 candidates et candidats de Lutte Ouvrière

Tribune de la minorité :

Sarkozy fait son malin, pour combien de temps ?

Documents

Résultats

Prix : 1,50 euro

Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

Carte scolaire et démagogie électorale

Xavier Darcos, le ministre de l'Éducation nationale, a décrété l'assouplissement de la carte scolaire. Maintenant les rectorats reçoivent, dans les grandes villes et à Paris en particulier, des demandes de plus en plus nombreuses de parents qui souhaitent voir leurs enfants scolarisés dans un établissement mieux coté que celui situé près de leur domicile.

Mais Darcos ne peut pas « pousser les murs des lycées » comme le dit un proviseur. À Paris, sur les douze lycées les plus recherchés, seuls trois peuvent envisager d'ouvrir une ou deux classes supplémentaires. Le ministère vient donc de rappeler que les

changements d'affectation n'étaient possibles que dans la limite des places disponibles, et a publié des critères pour faire un tri parmi les demandes.

Critères ou pas, ceux qui ont l'habitude de contourner les règlements, et qui sont généralement aisés et très bien informés, arriveront à leurs fins ; de toute façon, moyennant finances, les établissements privés sont là, depuis longtemps, comme point de chute pour les parents inquiets, à tort ou à raison, du niveau ou du climat qui règnent dans l'établissement proche de leur domicile.

Bien sûr, toute cette agita-

tion médiatique autour de la carte scolaire dissimule les véritables problèmes : l'existence de quartiers défavorisés dont les habitants n'ont ni les moyens financiers ni les moyens culturels de choisir l'endroit où ils veulent vivre et scolariser leurs enfants ; et le mépris du gouvernement pour l'accès des plus pauvres à une éducation véritable à laquelle il refuse les moyens nécessaires.

Quant au moment choisi pour cette opération de communication, il est sans équivoque. Un peu de démagogie pour flatter son électorat, juste avant le scrutin, cela peut toujours servir !

Sylvie MARÉCHAL

• Puy-de-Dôme

Manifestations contre les suppressions de classes

Depuis des mois que la carte scolaire pour la rentrée de 2007 dans le Puy-de-Dôme est connue, on sait quelles classes seront supprimées dans les écoles. Cela provoque de nombreuses protestations chez les enseignants et les parents d'élèves.

Ainsi, à Gerzat, dans la banlieue de Clermont-Ferrand, la mobilisation se maintient depuis des mois pour s'opposer à la suppression d'une classe maternelle et d'une classe de sixième en collège. Cela alourdirait les effectifs, rendant plus difficiles les conditions de travail des enseignants, et donc d'apprentissage des enfants.

Les réunions de parents et d'enseignants se sont multipliées ; journées de grève avec écoles fermées, mais maintien de l'accueil des enfants dont les parents travaillent ; pétitions déposées chez les commerçants et très largement signées ; manifestations répétées à Clermont-Ferrand, devant l'Inspection académique et le Rectorat, le tout relayé par la presse et les télé locales. Des élus, dont les maires des communes concernées, se mobilisent aussi.

Ce fut encore le cas lundi 28 mai, où une centaine de manifestants, représentant plusieurs écoles, se sont retrouvés devant l'Inspection académique malgré une pluie battante.

Beaucoup de communes sont visées par ces suppressions de classes : Aubière, Saint-Amant-Tallende, Veyre-Monton, Aigueperse, mais également Thiers ou Clermont-Ferrand. Partout, les banderoles

fleurissent : « *Touche pas à mon école* » ; « *Non à la fermeture d'une classe* ».

La maternelle d'Aigueperse disposait jusqu'ici de moyens pédagogiques pour accueillir des enfants de familles demandeurs d'asile. Bien que recensés au CADA (Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile), ils ne sont pas comptés dans les effectifs. Les services de l'Inspection académique, qui ne raisonnent que par moyennes statistiques, les considèrent comme des écoliers fantômes...

À l'école Émile-Zola de Thiers, c'est la prévision en décembre 2006 de seulement 112 élèves qui justifie la fermeture d'une classe. Que depuis février cinq nouveaux élèves soient prévus, qu'au mois de juin l'aire d'accueil des gens du voyage soit réouverte ou qu'un lotissement de 46 logements se construise prochainement, cela n'émeut pas le moins du monde l'inspecteur d'académie.

Sur le papier, il n'y a pas assez d'enfants par classe, donc on en ferme et on entasse les élèves dans d'autres classes, voire dans d'autres établissements.

À l'école Paul-Bert à Clermont-Ferrand, c'est un poste qui est supprimé et deux autres gelés. La conséquence immédiate à la rentrée est de passer à des classes avoisinant les trente élèves.

Voilà comment le ministère de l'Éducation compte faire des économies sordides sur le dos du personnel éducatif, des enfants et, finalement, de tous.

Correspondant LO

• L'amende que risque Total au procès de l'Erika

Une goutte de fuel dans la marée noire de ses profits

Lundi 4 juin, après quatre mois d'audience, les procureurs du tribunal correctionnel de Paris ont présenté leur réquisitoire dans le procès de l'Erika. Ce pétrolier vétuste, rongé par la corrosion, s'était brisé en deux au large de la Bretagne le 12 décembre 1999 avant de couler, causant une marée noire qui avait souillé 400 kilomètres de côtes.

Le parquet de Paris a requis une peine maximale à l'encontre des responsables de ce désastre écologique, à commencer par le groupe Total, qui, bien que connaissant l'état de l'Erika, avait utilisé ce navire poubelle pour transporter son fuel au moindre coût. Les procureurs ont demandé que la maison-mère de la compagnie pétrolière, Total SA, soit condamnée à 375 000 euros d'amende, de même que sa filiale Total Transport. Pour une autre de ses filiales, Total Petroleum Services, le montant de l'amende est laissé à l'appréciation des juges. Des peines de prison et des amendes ont aussi été requises contre

d'autres prévenus, le propriétaire et le gestionnaire du navire, la société de certification italienne qui lui avait accordé l'autorisation de naviguer, ainsi que le capitaine de l'Erika.

375 000 euros, c'est le montant maximum de l'amende dont est passible une personne morale, c'est-à-dire une entreprise, responsable d'une pollution. Bien sûr, dans un second temps, si Total est reconnu coupable, un tribunal civil devra établir le montant des réparations que le groupe serait amené à payer. Mais la peine elle-même est dérisoire, a reconnu le procureur, en regard des dégâts commis sur toute une région, tout comme étaient dérisoires les économies réalisées par Total en affrétant ce navire, si on les compare aux milliards de bénéfices qu'il engrange chaque année.

Le gouvernement dit vouloir réformer la justice de toute urgence, en commençant par l'instauration de peines « plancher » applicables aux mineurs qui commettent des délits tels que des larcins ou des destructions de voitures.

Mais il n'envisage apparemment pas de revoir le montant ridiculement bas des peines « plafond » que peuvent encourir les grands groupes capitalistes qui, comme Total, se moquent autant des lois que des conséquences de leurs actes sur la vie des gens.

Marianne LAMIRAL

• Argenteuil

Le projet scandaleux d'une fermeture de maternelle

Avec la complicité de l'Inspection académique, le député-maire UMP d'Argenteuil, un dénommé Mothron, veut fermer l'école maternelle La Bérionne, une petite structure scolaire du quartier populaire du Val d'Argent.

Les parents, les enseignants, les habitants du quartier s'opposent à cette fermeture et plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté le 1^{er} juin à Argenteuil.

Cette école maternelle fonctionne à la satisfaction de tous depuis des décennies, grâce aux petits effectifs des

quatre classes, qui avoisinent les vingt élèves. Mais le maire d'Argenteuil veut récupérer les locaux et le personnel communal d'aide aux enseignants travaillant dans cette école. Pour lui, il n'y a pas de souci, les élèves n'ont qu'à aller grossir les effectifs des classes des autres écoles du quartier.

Dans la même veine, le maire d'Argenteuil s'oppose à la scolarisation des moins de trois ans. Alors qu'elle était importante il y a quelques années sur la commune, elle est dorénavant en chute libre, malgré les demandes des

parents. La municipalité considère que d'autres modes de « garde » suffisent pour les moins de trois ans.

Mais ce n'est pas de garde que les milieux les moins favorisés ont besoin. Pour les enfants qui en sont issus une scolarisation précoce et des petits effectifs peuvent permettre un apprentissage de la langue et l'acquisition du vocabulaire le plus large, le plus tôt possible. C'est vital mais c'est le cadet des soucis de la municipalité.

Correspondant local

• États-Unis

Mensonges autour de la vente de Chrysler

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article du bimensuel trotskyste américain *The Spark*, qui dénonce la campagne de mensonges destinée à préparer de graves attaques contre les travailleurs de l'automobile.

« La décision prise par DaimlerChrysler (DCX) de vendre 80 % de Chrysler à une compagnie financière privée appelée Cerberus Capital a déclenché une véritable campagne dans la presse américaine sur l'état désastreux de Chrysler et les sommes pharamineuses qu'il était censé perdre.

Ce n'est qu'un tissu de mensonges. Car depuis l'achat de Chrysler par Daimler et jusqu'à l'année dernière, c'est au contraire Chrysler qui a maintenu Daimler à flot en enregistrant des profits sans interruption pendant douze trimestres d'affilée. Chrysler a seulement commencé à faire état de pertes après que le président de DCX, Dieter Zetsche, s'est plaint ouvertement que les profits de Chrysler l'empêchaient d'exiger les mêmes sacrifices en matière de salaires et de prestations sociales de ses salariés que les deux autres grands de l'automobile, Ford et General Motors. C'est seulement ensuite que « miraculeusement » les pertes ont commencé à apparaître.

Mais même lorsque DCX a annoncé des pertes, il s'agissait en

grande partie de pertes bidon. Par exemple DCX a annoncé dernièrement que Chrysler avait perdu deux milliards de dollars au premier trimestre de cette année. Mais selon les comptes rendus publics par la compagnie elle-même, plus de la moitié de ces pertes, 1,2 milliard, sont des provisions pour ce qu'elle appelle « les restructurations » à venir, correspondant au coût estimé du licenciement de milliers de travailleurs, à la fermeture d'usines, etc. En d'autres termes, alors qu'elle jette dans la misère d'innombrables familles et des villes ouvrières, Chrysler a le culot de se plaindre de ce que cela risque de coûter un jour à ses riches actionnaires ! »

CDX se plaint aussi de ne pas avoir obtenu beaucoup pour la vente de Chrysler.

« Mais David Cole, fils d'un ancien PDG de Général Motors, qui dirige un organisme de recherche sur l'industrie automobile, a fait ce commentaire sur la transaction : « Dans les affaires, mentir est l'une des choses que l'on fait en permanence » (...)

Effectivement ! On veut faire croire à tout le monde que les constructeurs automobiles s'en sortent très mal. Et pourtant le jour même où la vente de Chrysler a été annoncée, non seulement les actions de DCX ont grimpé mais

celles de toutes les entreprises automobiles aussi. En fait les actions des entreprises de l'automobile ont monté durant toute l'année dernière. Celles de DCX ont augmenté de 56 %, celles de Ford de 23 % et celles de General Motors de 17 %.

Manifestement les dirigeants de l'automobile pleurent aujourd'hui misère pour préparer une attaque d'envergure contre les travailleurs dans les prochains mois. »

On sait déjà qu'à l'occasion de la négociation du renouvellement des contrats avec le syndicat des travailleurs de l'automobile, l'UAW, les patrons de Ford, GM et Chrysler veulent remettre en cause l'assurance maladie des retraités qui leur avait pourtant été garantie pour la vie, ainsi que les droits des travailleurs licenciés. Ils veulent aussi réduire les salaires et les prestations pour les nouveaux embauchés et aggraver les conditions de travail de tous en éliminant un certain nombre de règlements qui limitaient encore un peu l'exploitation.

Et bien que l'UAW ait déjà fait savoir qu'il accepterait de faire un certain nombre de concessions, il n'est pas dit que les ouvriers de l'automobile, de moins en moins dupes des mensonges patronaux, laissent faire sans réagir.

• Bouclier antimissiles

Un air de guerre froide au G8

Le G 8 (le sommet des huit pays les plus riches) d'Heiligendamm, en Allemagne orientale, devait, paraît-il, discuter en priorité du réchauffement de la planète. En fait, avant même son ouverture, il s'est mis à souffler sur ce coin de l'ancienne RDA comme un air de Guerre froide.

Et pas seulement à cause des grilles tout exprès installées, tel un rideau de fer, autour du G8 ou du no man's land de plusieurs kilomètres, protégé par un impressionnant déploiement de forces policières, pour tenir à distance du sommet les manifestants venus le contester.

En effet, le projet américain d'installer, en République tchèque et en Pologne, un « bouclier antimissile » a provoqué la colère du président russe. Du coup, Poutine a déclaré, à la veille du G8, que, si ce projet se concrétisait, la Russie se donnerait les moyens de « supprimer les menaces potentielles résultant de ce déploiement » de missiles.

Quand Poutine, le même jour, se décrit comme « un démocrate » et ajoute : « Nous devons avoir des cibles en Europe », cela ne fait pas rire, à commencer par les populations qui vivent à côté desdites cibles.

Mais quand la plupart des médias occidentaux sautent sur l'occasion pour présenter Poutine comme un « va-t-en Guerre froide », ils ne manquent, eux non plus, ni de cynisme ni de culot. Car enfin, ce sont les États-Unis qui veulent installer aux portes même de la Russie, et sans lui demander son avis, des bases-radar liées à un système d'interception par missiles. Et Bush peut bien décrire hypocritement la Russie comme une alliée, les raisons qu'il avance pour justi-

fier cette escalade militaire – fournir une protection contre les fusées que l'Iran ou la Corée du Nord pointeraient sur les États-Unis – ne se donnent même pas la peine de paraître plausibles. Car l'Iran et a fortiori la Corée du Nord ne disposent pas de missiles d'une telle portée. En fait, si les États-Unis tiennent tant à installer ces bases, c'est bien à titre de garantie contre la Russie elle-même. Les dirigeants impérialistes ont beau constater que celle-ci est devenue une alliée, et qu'elle ne contrôle plus les pays d'Europe de l'Est, elle n'en garde pas moins ses intérêts de grande puissance, et on ne sait jamais comment elle pourrait évoluer par la suite.

Alors, les dirigeants américains veulent profiter de la situation actuelle pour placer leurs pions. Et les « États-voyous », comme Bush nomme divers pays, dont l'Iran et la Corée du Nord, servent en fait de prétexte à l'impérialisme américain pour renforcer ses positions, notamment en Europe centrale et orientale. Cela tout en relançant une course aux armements qui, même en temps de paix, est un des principaux moyens de subventionner de nombreux secteurs du capitalisme américain, dont bien sûr celui des industriels de l'armement.

Quant aux populations tchèque et polonaise qui – et on les comprend – semblent majoritairement opposées à l'installation de telles bases, Bush va profiter de sa venue en Europe lors du G 8 pour tenter de les convaincre des bienfaits du dispositif militaire nucléaire américain... au nom, bien sûr, de la lutte contre la « prolifération nucléaire ».

Pierre LAFFITTE

Liberté pour Mumia Abu-Jamal !

Le 17 mai dernier, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, une cour de justice américaine, la cour d'appel de Philadelphie, a accepté d'examiner des requêtes concernant le non-respect des droits constitutionnels de Mumia Abu-Jamal, militant noir condamné à mort pour un crime qu'il n'a pas commis.

Depuis 1981, plusieurs faits et témoignages ont été réunis, démontrant qu'il n'est pas coupable de l'assassinat d'un policier, qui lui vaut d'être depuis plus de vingt-cinq ans dans le couloir de la mort. Mais jusqu'à présent ces nouveaux éléments et témoignages en sa faveur n'ont jamais été pris en compte par les tribunaux qui, aux États-Unis comme ailleurs, n'aiment pas revenir sur la chose jugée, à plus forte raison dans une affaire où un policier a été tué.

Julia Wright, coordinatrice



du Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques (Cosimapp), fait ainsi le point sur cette affaire : « Le 17 mai, les trois juges d'appel fédéraux, influencés par les répercussions internationales de l'affaire, ont montré par leurs questions une impartialité inédite, quand seuls

l'arrogance et le racisme étaient jusqu'ici de mise. Et ceci malgré le fait que deux des juges avaient été nommés par Reagan, le troisième seul l'ayant été par Clinton. C'est un succès juridique et militant, fruit de la lutte obstinée menée depuis un quart de siècle, depuis le jour de l'arrestation de Mumia

Abu-Jamal le 9 décembre 1981, pour que l'innocence qu'il clame, les preuves de celle-ci et les témoins qui la corroborent soient enfin pris en compte par la justice. (...)

Dans un récent ouvrage (*Race against Death : a Black Revolutionary in White America* – Course contre la mort : un révolutionnaire noir dans une Amérique blanche –, par Michael Schiffman), des photos inédites de la scène du crime, prises par un journaliste indépendant arrivé le premier sur les lieux de l'assassinat du policier, viennent d'être

publiées. Elles prouvent qu'il y a eu une manipulation des preuves par les policiers. Une photo montre, par exemple, un policier tenant, à main nue, l'arme du crime. L'accusation ayant refusé de prendre en compte ces photos gênantes pour elle, celles-ci ne furent pas soumises à l'examen des jurés lors du procès !

Aujourd'hui, aucune date n'est fixée pour la suite de la procédure, mais la mobilisation pour la libération de Mumia n'a pas l'intention de faiblir ! Liberté pour Mumia ! »

• Portugal

Grève générale contre une politique antiouvrière

Mercredi 30 mai, l'ensemble des travailleurs portugais étaient appelés à faire grève pour protester contre la politique du gouvernement socialiste de José Socrates, au pouvoir depuis deux ans. L'appel émanait de la CGTP, la confédération syndicale la plus importante, proche du Parti Communiste, mais de nombreux syndicats à direction socialiste ou de droite s'y sont joints.

La grève semble avoir été bien suivie, surtout dans la Fonction publique. Le métro de Lisbonne a été totalement paralysé. Le trafic des bateaux qui font la navette entre Lisbonne et la rive sud du Tage a été perturbé. Les écoles et les hôpitaux ont été largement touchés, tout comme les services municipaux (ramassage des ordures, etc.). Mais la grève a aussi affecté le privé, par exemple l'usine de montage automobile AutoEuropa (du groupe Volkswagen) de Palmela, près de Setu-

bal. Les manifestants de Lisbonne brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Toute la vie en CDD : non !* », « *Contre l'augmentation du coût de la vie* », « *Flexibilité : nous ne sommes pas corvéables à merci* », « *Santé privatisée : usager mal traité* », « *Mesures antiouvrières : ce n'est pas une affaire réglée* ».

En effet, sous prétexte d'assainir les dépenses publiques et de faire baisser le déficit qui était de 6 % en 2005, le gouvernement socialiste a fait des coupes claires dans les budgets de la Fonction publique et des services sociaux. Il veut en particulier diminuer le nombre des fonctionnaires, qui sont 750 000. Il affirme qu'en deux ans 15 à 25 % d'entre eux partiront, et 40 % à terme. Pour les faire démissionner tous les moyens sont bons : salaires et avancement ont été bloqués, les retraites alignées sur le privé (départ à 65 ans et pensions calculées sur l'ensemble de la carrière, et non sur la dernière

période d'activité), les emplois précaires se multiplient, l'administration déplace les agents et supprime leur poste pour les pousser à se trouver un emploi dans le privé. Or le chômage n'a jamais été aussi élevé : il atteint aujourd'hui 7,5 %.

Tous les salariés souffrent des bas salaires. Le smic est à 400 euros, alors que les prix se rapprochent des niveaux européens. La TVA est passée de 19 à 21 % ! Les retraites des paysans et des ouvriers sont misérables. Le pouvoir d'achat des Portugais a en 2006 baissé officiellement de 0,9 %, et devrait baisser pendant plusieurs années encore.

Bien des grèves sectorielles, de l'éducation, des hôpitaux, etc., ont déjà eu lieu ces deux dernières années, mais celle-ci est la première qui s'adresse à tous les travailleurs, et son succès est un encouragement pour tous ceux qui veulent lutter contre cette politique destructrice de l'emploi et du niveau de vie. C'est aussi,



Photo CGTP

depuis 1974, la première grève nationale de ce genre organisée contre un gouvernement socialiste. Il faut dire que Socrates est le premier à appliquer à grande échelle la politique antisociale

que les précédents gouvernements de droite avaient annoncée, mais sans la mettre en œuvre.

Vincent GELAS

• 18 corps repêchés en Méditerranée

Une société criminelle

Le 1^{er} juin, un navire militaire français repêchait en Méditerranée, à 100 milles nautiques au sud de Malte, dix-huit corps que les marins ont ramenés quelques jours plus tard à Toulon.

Difficiles à identifier après un séjour de plusieurs jours dans l'eau de mer, les corps sont ceux de quatorze hommes, dont deux adolescents, et de quatre femmes. Les marins ne sont d'ailleurs pas sûrs d'être parvenus à retrouver tous les corps flottant dans la zone.

Le commandant de la frégate estime que ces corps « *sont vraisemblablement ceux de personnes d'origine africaine, compte tenu des bouts de papiers plus ou moins lisibles qu'on a retrouvés sur eux* ». Selon la préfecture maritime, il s'agirait « *de migrants tentant de regagner l'Europe* ». Peut-être même de quelques-uns des 53 immigrants photographiés le 21 mai par un avion militaire maltais, sur un esquif surchargé, et disparus plus tard sans que les vedettes maltaises ne retrouvent trace de l'embarcation. Ou ceux de la barque à moteur, en prove-



nance des côtes nord de l'Afrique, qui a coulé mi-mai dans le même secteur, ne laissant qu'un survivant sur les 28 passagers.

Les naufrages sont fréquents au large de Malte, de la Sicile ou des côtes espagnoles, et un grand nombre de malheureux perdent la vie en tentant, poussés par la misère, de venir chercher du travail en Europe. Com-

bien ? Certaines associations parlent de plusieurs milliers de disparus en mer en quelques années.

Et parmi ceux qui sont partis, certains ne donneront pas de nouvelles à leur famille, comme le disent les mères de jeunes Sénégalais, qui voient leurs garçons partir, entassés sur une pirogue, vers l'Espagne, parfois après les avoir encouragés et

même avoir financé leur départ, déboursant en moyenne 600 000 francs CFA (environ 915 euros). Dans le village de pêcheurs de Thiaroye par exemple, au sud de Dakar, il n'y a presque plus de pêche artisanale et les mères, ouvrières dans l'usine de poissons, ont perdu de nombreux enfants en mer, « *pour qu'il travaille, puisqu'il ne peut pas travailler ici* », disait l'une d'elles dans un récent reportage. Mais les obstacles sont terribles : la navigation sur des barques surchargées, avec, pour ceux qui arrivent, quel accueil, quelles conditions de travail ?

Si l'identité des malheureux noyés est délicate à trouver, celle des responsables de cette situation, globalement, ne l'est pas. Car au-delà des passeurs qui s'enrichissent sur leur misère, voire participent ainsi au blanchiment d'autres trafics, il y a les tenants d'un système social qui assoit la richesse d'une minorité de milliardaires sur la misère grandissante d'une immense majorité de travailleurs et de pauvres des cinq continents.

Viviane LAFFONT

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

L'Afrique malade du capitalisme

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

• Liban

Le chaos s'installe

Quel est l'enjeu réel de la bataille engagée depuis le 20 mai par l'armée libanaise autour du camp palestinien de Nahr-Al-Bared pour tenter d'anéantir le groupe islamiste Fatah Al-Islam qui s'y est installé ? En tout cas, il est difficile de se satisfaire des explications simplistes fournies par le gouvernement libanais, mais aussi par la plupart des organes de presse.

En effet encore une fois ceux-ci ont mis en cause la Syrie, l'accusant d'avoir voulu déstabiliser le Liban en manipulant ce groupe islamiste et en lui donnant les moyens de s'armer et de commettre des attentats. L'explication était d'autant plus opportune que les États-Unis, la France et leurs alliés s'approprièrent précieusement à faire voter, par le Conseil de sécurité, la mise en place d'un tribunal international pour juger les assassins de Rafik Hariri, l'ex-Premier ministre libanais assassiné le 14 février 2005 dans un attentat spectaculaire dont beaucoup accusent les services syriens. Les combats autour de Nahr-Al-Bared tendaient ainsi à montrer l'urgence de la mise en place du tribunal.

Sa création a donc été votée le 30 mai par le Conseil de sécurité, aux applaudissements de la coalition dite « du 14 mars » qui s'est créée autour du clan Hariri et qui regroupe les alliés libanais de la France et des États-Unis. Ce tribunal international, qui se place ainsi au-dessus des lois libanaises, est surtout une façon pour les dirigeants occidentaux de tenter d'imposer leurs choix en passant outre aux forces politiques qui s'opposent au groupe « du 14 mars ». C'est une menace dirigée contre les dirigeants syriens, accusés d'être responsables de l'assassinat de Rafik Hariri, dans le but, sinon de les condamner, du moins de les forcer à se plier aux conditions des dirigeants occidentaux.

En même temps, ceux-ci et leurs alliés du « 14 mars » cherchent à sortir de la situation que connaît le pays depuis le mois de décembre. Le Hezbollah, sorti renforcé de la guerre d'Israël contre le Liban l'été dernier, a alors tenté d'exiger une plus grande place au gouvernement. Le bloc du « 14 mars » la lui refuse, et depuis toute décision est bloquée dans ce pays en partie détruit et à l'économie en piteux état.

Que vient faire dans ces

conditions l'intervention de l'armée à Nahr-Al-Bared ? Cette intervention pour rétablir l'ordre contre un groupe islamiste que personne ne défend, mais dont le résultat a été au passage de semer la terreur dans un camp palestinien et de le vider de ses habitants, est-il un ballon d'essai préparant d'autres interventions ? On peut se poser des questions sur les objectifs réels de cette offensive de l'armée, mais aussi sur les soutiens qu'a pu avoir le groupe Fatah-Al-Islam. Selon l'enquête d'un journaliste américain, ce groupe, qui se réclame d'Al Qaeda, a été créé à l'origine grâce à de généreuses subventions... venant du clan Hariri lui-même. Celui-ci aurait voulu susciter des groupes armés sunnites capables de faire pièce aux forces du Hezbollah implantées parmi les chiïtes.

Le clan Hariri a-t-il maintenant « lâché » ses protégés, saisissant au passage l'occasion d'attribuer à la Syrie la responsabilité de la violence et du désordre au Liban ? La manipulation paraît grossière, mais le Liban est un champ clos de manipulations en tout genre émanant des divers services, secrets ou moins secrets, dans lesquelles on ne sait plus très bien qui manipule qui, et le pays en a donc connu bien d'autres.

En tout cas le chaos est maintenant installé. À la vieille division entre chrétiens et musulmans s'est ajoutée maintenant la division entre musulmans sunnites et chiïtes, entre bloc « du 14 mars » et Hezbollah. Il faudrait peu de choses pour que la haine débouche sur un conflit ouvert, rappelant ce qui se passe depuis des mois en Irak. C'est peut-être ce que certains voudraient provoquer, par le biais de groupes islamistes se cachant commodément derrière l'étiquette d'Al Qaeda, ou bien en faisant monter la tension par des attentats.

L'obstination des États-Unis, de la France et de leurs alliés libanais, à l'heure où le pays semble s'enfoncer dans un chaos dont ils portent une grande part de responsabilité, pour maintenir coûte que coûte à sa tête le peu recommandable clan de banquiers affairistes regroupés autour des Hariri, tout cela en se servant d'un tribunal international créé pour l'occasion à l'ONU, a quelque chose de dérisoire.

André FRY

• Darfour

Kouchner au secours des réfugiés, ou du groupe Total ?

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a fait sensation en déclarant vouloir faire du Darfour sa priorité et en proposant de sécuriser un « corridor humanitaire » à partir du Tchad afin, prétend-il, de venir en aide aux populations qui sont dans une situation très difficile. Il a été aussitôt critiqué par un ancien collègue, responsable de Médecins sans frontières, le docteur Denis Lemasson, très opposé à une telle proposition.

Selon lui, « la proposition de M. Kouchner, qui fait l'amalgame entre militaire et humanitaire, est dangereuse, les humanitaires risquent d'être assimilés à une partie du conflit et de devenir une cible. On l'a vu maintes fois, mélanger action humanitaire et intervention armée s'avère le plus souvent inefficace car, pour atteindre les populations, les secours doivent rester neutres et indépendants de tout pouvoir politique et être perçus comme tels. Or les corridors humanitaires

securisés proposés par M. Kouchner ne seraient plus des espaces de travail neutres. Au lieu de renforcer l'assistance humanitaire, c'est l'effet inverse qui risque de se produire. » Les représentants de Médecins du monde ou d'Actions contre la faim ont défendu un point de vue voisin.

Actuellement, deux millions de personnes sont déplacées au Darfour et leur survie dépend essentiellement de l'aide humanitaire internationale apportée par quelque 10 000 travailleurs des organisations humanitaires, selon Médecins sans frontières, qui y acheminent eau, nourriture et soins médicaux. Sur le plan politique, malgré les accords d'Abuja signés en mai 2006, rien n'est réglé, les groupes armés, rebelles ou forces gouvernementales, sont éclatés en dizaines de groupes qui s'affrontent, entretenant violence et insécurité, frappant les populations déplacées mais aussi les humanitaires.

Kouchner et le gouvernement français prétendent, avec l'appui de l'Union européenne,

créer un couloir dit sécurisé avec plusieurs milliers de militaires pour venir en aide aux 400 000 personnes réfugiées au Tchad, le long de sa frontière commune avec le Soudan. Mais depuis quelque temps le groupe Total, qui ne laisse pas Kouchner indifférent, se heurte à des difficultés dans cette région, riche en pétrole. Cela, depuis que les dirigeants de Khartoum ont obtenu le soutien de Washington en 2001, et que depuis lors ils font tout pour contrecarrer la présence de Total, au Sud-Soudan comme au Tchad.

Le gouvernement Sarkozy-Kouchner se retrouverait alors dans un rôle qu'il affectionne : aider, comme tous les gouvernements avant lui, le groupe pétrolier Total à préserver ses précieux profits. Peu importerait alors si l'action militaire compromettrait l'action des organisations humanitaires. À côté des intérêts en jeu, le sort des réfugiés soudanais ne pèserait pas lourd.

Jacques FONTENOY

• Industrie pharmaceutique

Quand l'Afrique les intéresse

Le gouvernement nigérian porte plainte contre le laboratoire pharmaceutique Pfizer, le numéro 1 de la pharmacie mondiale. Il lui réclame 7 milliards de dollars de dommages. Il l'accuse d'avoir testé illégalement un antibiotique sur des enfants, provoquant la mort de onze d'entre eux.

Alors qu'en 1996 sévissait une grave épidémie de rougeole et de méningite, Pfizer proposa son aide avec un nouvel antibiotique. Celui-ci n'avait pas encore reçu l'autorisation de mise sur le marché, parce que les essais permettant de s'assurer d'une bonne tolérance n'étaient pas terminés. Le traitement fut administré à 200 enfants. Peu de temps après, onze d'entre eux étaient morts et de nombreux autres souffrent aujourd'hui de graves séquelles cérébrales.

Le laboratoire Pfizer se défend, déclarant que l'étude a été conduite « d'une manière éthique et responsable ». Mais si, dans les pays développés, les indispensables essais sur l'homme des médicaments



avant leur mise sur le marché sont encadrés et soumis à une législation, c'est moins le cas en Afrique. Quant au consentement demandé aux patients ou à leurs familles, que signifie-t-il quand celles-ci sont illettrées ou que les contrats sont rédigés dans une langue qu'elles ne parlent pas ?

L'industrie pharmaceutique

est, avant tout, soucieuse de rentabilité. Elle n'a que faire des maladies qui sévissent en Afrique quand celles-ci atteignent des pauvres. En revanche, ces populations souffrant de tous les maux sont un terrain de choix pour tester leurs nouveautés.

Sophie GARGAN

• Poissy (Yvelines)

20 familles campent pour des logements à la Coudraie

Une vingtaine de familles soutenues par le DAL (Droit au logement) campent, certaines depuis le dimanche 27 mai, sous de grandes tentes dressées sur les pelouses de la cité de la Coudraie, à Poissy, dans les Yvelines.

480 logements, sur les 600 de cette cité HLM, sont murés, pour beaucoup depuis des années, en raison du projet du maire UMP de détruire totalement le quartier. Or ce sont de grands logements, bien conçus, lumineux, construits dans les années 1960-1970 pour les cadres des usines Chrysler, qui employaient alors plus de 25 000 ouvriers. Même si le bailleur fait le minimum depuis des années pour l'entretien général du quartier, ils sont encore en bon état.

Les habitants de la Coudraie sont choqués qu'on veuille tous les détruire, et voilà pourquoi des familles nombreuses mal logées, ou logées à prix d'or dans des hôtels des environs, réclament avec le soutien du DAL d'y avoir un logement.

Il y a 1 300 demandeurs de logements sociaux inscrits sur les listes de la ville de Poissy. Or, loin de chercher à répondre à ce besoin, le souci du maire est plutôt de diminuer la proportion de HLM et d'attirer une population plus aisée. Dans le grand quartier de Beauregard (2 000 logements), en quelques années, une soixantaine de logements sociaux ont été détruits, plu-

sieurs dizaines d'autres ont été mis en vente et 1 150 ont été déconventionnés par la société Icade, filiale de la Caisse des Dépôts... établissement financier public pourtant censé aider le logement social. À côté de cela, un millier de logements sont bien construits ou en cours de construction en ville... mais par des promoteurs privés.

À la Coudraie, bien placée au débouché de l'A14 et de l'A13, le premier projet du maire était d'ailleurs de construire un ensemble résidentiel « de qualité », avec encore des logements sociaux, assurait-il, mais pas pour ses habitants actuels, qui devaient tous partir... Aujourd'hui, face à la résistance de plusieurs dizaines de familles du quartier, et faute d'avoir pu obtenir le financement de son projet par l'Anru, l'Agence de rénovation urbaine, le maire a changé d'idée. Avec l'appui de l'État, il veut maintenant faire reconstruire l'hôpital intercommunal de Poissy-Saint-Germain justement à la Coudraie.

Mais ce projet dit d'« intérêt général » n'impressionne pas les habitants du collectif, qui jugent qu'il existe d'autres terrains nus où le réaliser. Et mardi 30 mai, toujours aussi déterminés, ils ont accompagné à l'hôtel de ville les parents du campement du DAL pour réclamer l'inscription de leurs 25 enfants à l'école de la Coudraie, dont ils demandent le maintien.

Correspondant LO

Deux nouvelles brochures de Lutte Ouvrière

La force des travailleurs, c'est la grève !

Six semaines de lutte pour les salaires à Peugeot- Citroën Aulnay

Prix : 2 euros

La Réunion

Histoire d'une île et de ses travailleurs

Prix : 6 euros

Envoi contre un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière - Ajouter 1 euro pour frais d'envoi - Bien indiquer l'adresse d'expédition

Dans les entreprises

• Banques

LCL : Nouveau plan de suppressions d'emplois

Le 1^{er} juin, le directeur général de LCL (Le Crédit Lyonnais) a annoncé un plan de suppressions d'emplois devant toucher 3 569 postes en trois ans, de 2008 à 2010. Cela représente une réduction de 15 % des effectifs de la banque.

Après son rachat par le groupe Crédit Agricole et son changement de nom, LCL compte un peu plus de 23 000 salariés. La direction veut que le personnel passe en trois ans sous la barre des 20 000.

Certains secteurs sont particulièrement visés. Les directions centrales (essentiellement situées au Siège) vont voir leurs effectifs baisser de 28 %. Mais c'est encore la DSCF (les centres de traitement administratif) qui va trinquer le plus : moins 30 %, soit plus de 1 000 postes supprimés.

Ce secteur a déjà été vidé de nombreux salariés par les plans de préretraite précédents. Les conditions de travail se sont dégradées, du fait que les partants n'ont pas été remplacés, mais la direction n'en a cure.

La direction va embaucher, essentiellement dans les agences, près de 3 000 jeunes pour des postes de commerciaux.



Dans le même temps vont avoir lieu plus de 6 500 départs. En effet les 3 569 de ce nouveau plan social s'ajoutent aux 1 165 personnes qui partiront dans le cadre du plan de préretraite encore en cours et aux 2 511 départs « naturels » en retraite ou via des démissions. Entre 2008 et 2010, c'est ainsi plus du quart du personnel actuel qui va quitter l'entreprise.

La direction annonce qu'il n'y aura pas de licenciement et elle met en place un plan de préretraite ainsi que des aides au départ volontaire. De fait, vu l'ambiance actuelle, les personnes âgées de 57 ans et plus vont, dans leur grande majorité, être tentées de partir, et on les comprend. Mais, pour ceux qui vont rester, les conditions de travail vont se dégrader plus encore.

La direction a aussi annoncé son intention de faire déménager en banlieue (elle n'a pas dit vers où) la grande majorité des 5 000 personnes qui travaillent actuellement dans le secteur du Siège, dans le quartier de l'Opéra à Paris. L'incertitude sur la future implantation ajoute à l'inquiétude et risque d'inciter certains à préférer partir.

La direction a annoncé son plan alors que, il y a quelques semaines, elle présentait des comptes 2006 largement bénéficiaires. Mais actionnaires et banquiers, qui parfois se confondent, en veulent toujours plus, imposant cette intolérable logique des destructions d'emplois.

Correspondant LO

• Hôpital de Clamecy (Nièvre)

Nouvelles menaces sur la maternité

Suite à un rapport de l'Agence régionale d'hospitalisation de Bourgogne, le gouvernement menace à nouveau de fermer la maternité de l'hôpital de Clamecy.

Cela fait dix ans que les différents gouvernements, à commencer par celui de Jospin, ont décidé de fermer cette maternité. Mais grâce à une mobilisation de la population et du personnel, un sursis avait été obtenu jusqu'en 2011. Et grâce aux manifestations de l'an dernier, un service d'Urgences avait été promis.

Cependant ce service n'est toujours pas mis en place, faute de budget. Et depuis le début de l'année les attaques se sont multipliées. Ce fut d'abord, en janvier, l'impossibilité de continuer à pratiquer les IVG, faute de chirurgien. En mars, l'un des

deux chirurgiens partant en retraite, l'ARH décidait de ne pas le remplacer, amputant gravement le fonctionnement de l'hôpital. Et en mai, dans un rapport, l'ARH demandait « une fermeture rapide de la maternité », en déclarant que « la sécurité des mères et des nouveaux-nés est mise en jeu ». Mais la maternité a été récemment classée parmi les meilleures de l'hexagone et, s'il manque une sage-femme, elle est demandée à l'ARH depuis 2001...

En réalité, l'ARH applique la politique de Sarkozy et du plan Hôpital 2012 qui veut « rapprocher les structures hospitalières tant publiques que privées », préconisant que les accouchements se fassent à la clinique du Nohain à Cosne-sur-Loire, c'est-à-dire à 50 km de Clamecy.

Aussitôt connue la nouvelle

menace sur la maternité, la riposte s'est organisée. L'expérience aidant, tract, pétitions, conférence de presse ont été très vite organisés pour dénoncer cette menace de fermeture. Le 2 juin, une délégation de Clamecy se rendait à Ivry, dans la région parisienne, où était organisée une manifestation pour la défense des hôpitaux de proximité.

À Clamecy, la mobilisation grandit et une manifestation est organisée le samedi 9 juin à 14 heures, à partir de l'hôpital. Tous espèrent être très nombreux car les dix années précédentes ont montré que c'était la seule façon de résister aux menaces du gouvernement. Lutte Ouvrière soutient bien sûr cette manifestation.

Correspondant LO

• Cofathec – Étang de Berre (Bouches-du-Rhône)

Succès de la grève pour les salaires

Cofathec est une entreprise sous-traitante de maintenance industrielle en mécanique, chaudronnerie, tuyauterie, etc., de l'étang de Berre. Filiale de Gaz de France, elle emploie environ 1 200 salariés, dont 300 intérimaires. Ils sont disséminés dans plusieurs ateliers, dans les raffineries (Esso, Total, Shell, BP...) dans la sidérurgie à Arcelor-Fos (ex-Sollac) et dans beaucoup d'autres entreprises.

Le mécontentement sur les salaires y est ancien : pour certains jeunes monteuses, le salaire ne dépasse pas 1 300 euros brut. Vendredi 25 mai, apprenant que la direction ne proposait que 1,5 % d'augmentation générale, assortie d'une augmentation de la prime de déplacement de 26 centimes, estimant qu'on était loin du compte, ils se sont mis en grève à l'appel de la CGT. Pour leur part, FO et la CGC avaient signé l'accord salarial.

Au retour du week-end de la Pentecôte, le mardi 29 mai, la grève continuait. Elle fut suivie inégalement dans les différentes antennes Cofathec.

Les 200 travailleurs de Cofathec présents sur le site d'Arcelor furent en grève à 100 % dès le premier jour, avec piquet de grève 24 heures sur 24, une tente de permanence et des équipes qui se relayaient. Ils bloquèrent avec succès tous les véhicules Cofathec qui cherchaient à rentrer dans l'usine. Dans la zone industrielle du Carré d'As, sous le viaduc de Martigues, où 150 ouvriers environ travaillent en mécanique, la grève fut suivie par une très large majorité. À Kennedy (machines-outils), les monteuses firent grève presque seuls.

Les antennes Cofathec de Total et de Shell ne semblaient

pas touchées, mais Shell rejoignait le mouvement dans la journée.

Les grévistes distribuèrent des tracts aux ronds-points qui commandent les accès aux usines, en particulier le grand complexe de Lavéra, créant d'importants bouchons. Ils eurent un bon accueil. Après avoir fini de distribuer 2 000 tracts, ils arrêtaient les voitures pour discuter avec ceux qui continuaient à arriver. Et justement, les ouvriers d'autres entreprises sous-traitantes du pétrole ou de la sidérurgie avaient exactement les mêmes problèmes et manifestaient leur sympathie aux grévistes.

La direction a usé de diverses manœuvres pour tenter de décourager les grévistes, téléphonant de fausses informations, envoyant des mouchards. Le sous-directeur est venu souvent pour tenter d'expliquer au

piquet de grève qu'il fallait reprendre, qu'on risquait de perdre des contrats, qu'il fallait faire des économies, citant les importantes dépenses de carburant des salariés... ce qui a rendu furieux les ouvriers présents au piquet, puisque les plus gros consommateurs de carburant de l'entreprise sont les chefs de contrat, les cadres dirigeants qui peuvent tout faire passer en note de frais.

Puis, sur le site d'Arcelor, quelques travailleurs d'autres entreprises sous-traitantes se mirent en grève spontanément, à titre individuel. Les salariés de CMI, une entreprise sous-traitante de maintenance industrielle, annoncèrent qu'ils décidaient de rejoindre le mouvement à partir du lundi 4 juin.

Du coup, sans doute à la demande d'Arcelor et d'autres entreprises, le sous-préfet prit contact avec la direction de

Cofathec. Manifestement, les patrons comme le préfet ne voulaient pas risquer l'extension du mouvement. Des négociations furent ouvertes le vendredi 1^{er} juin et la direction annonça des augmentations de 3,1 % pour les salaires inférieurs à 1 400 euros, de 3 % pour les salaires de 1 400 à 1 600 euros et de 2,75 % pour les salaires supérieurs à 1 600 euros. Le patron doublait donc l'augmentation qu'il avait prévue, même si de telles augmentations, de 40 à 50 euros, restent très insuffisantes.

La reprise fut votée, bien que des grévistes pensaient qu'il aurait valu le coup de continuer. Tous étaient fiers de ces jours de grève qui ont fait plus que des semaines de négociations.

Correspondant LO

• Arkema Pierre-Bénite (Rhône)

Nouvelle grève contre le plan de la direction

Le 22 mars dernier, la direction d'Arkema avait annoncé son intention d'arrêter plusieurs productions sur son site de Pierre-Bénite, près de Lyon. Concrètement, cela entraînait la suppression de 226 emplois, 20 autres étant « vendus » à Kemira, une entreprise finlandaise.

À la suite de la réaction des travailleurs, qui s'étaient mis en grève totale avec occupation pendant une semaine, Arkema avait suspendu son plan, dans l'attente d'expertises industrielles.

Mais lors du Comité central d'entreprise du 25 mai, ces expertises ont été balayées par la direction, car elles ne correspondaient pas, comme on pouvait s'y attendre, à ses objectifs de rentabilité.

Ni une ni deux, les travailleurs se sont remis en grève pour le Comité d'entreprise extraordinaire du mardi 29 mai. Devant le refus de la direction de toute négociation, celle-ci affirmant qu'elle n'avait « pas de grain à moudre », l'occupation de l'usine a été décidée, à l'appel de la seule CGT, la CFDT disant vouloir trouver « d'autres moyens d'action »,

qu'elle n'a pas expliqués !

La grève avec occupation s'est poursuivie du mardi au vendredi, avec diffusion de tracts aux automobilistes de passage devant l'usine, et avec une opération d'information à la population au bord de l'autoroute avec banderoles et fumigènes.

La direction a fait la sourde oreille. Elle a accordé quelques aménagements supplémentaires par rapport aux propositions initiales (196 suppressions d'emplois au lieu de 226, retraite anticipée à 56 ans au lieu de 56 ans et demi), mais n'a pas cédé sur l'essentiel des revendications, en particulier la sauvegarde des emplois de l'atelier UOPF. Des mutations sont proposées chez Total et dans d'autres usines Arkema éloignées.

Devant l'effritement du mouvement, les grévistes ont finalement décidé, à deux tiers contre un tiers, la reprise du travail, avec tout de même le sentiment de s'être fait respecter, en particulier en obtenant qu'il n'y ait aucune mutation forcée. Et le fait qu'un tiers des grévistes étaient prêts à continuer est aussi un gage pour l'avenir.

Correspondant LO

• Thalès - Laval (Mayenne)

En lutte contre la fermeture du site



Mardi 5 juin, environ 150 salariés (sur un total de 180 présents ce jour-là) se sont retrouvés au piquet de grève, devant l'usine Thalès de Laval. Ils craignent la fermeture totale du site en 2008.

La direction ne l'a pas explicitement annoncée, se contentant de dire qu'elle ne garantissait ni la fermeture ni le maintien ! Mais plusieurs éléments vont dans le sens d'une fermeture : l'érosion des effectifs, l'arrêt des embauches et le planning de production en baisse. Les travailleurs de Laval n'acceptent évidemment pas cette perspective, qui signifierait la disparition de 250

emplois et frapperait aussi le principal sous-traitant de Thalès-Laval, Cofidur EMS. Ce dernier emploie actuellement 500 personnes, dont 93 sont des ex-licenciés de Flextronics à Laval, il y a moins de deux ans.

Thalès, groupe international spécialisé dans les équipements et systèmes informatiques pour l'armée et l'aéronautique, est florissant et pourrait redéployer ses activités de manière à maintenir l'emploi à Laval. Il a annoncé un chiffre d'affaires de plus de dix milliards d'euros en 2006 et vise 12 milliards en 2007. Les bénéfices se sont élevés en 2006 à 388 millions d'euros, en

hausse de plus de 16 % par rapport à 2005. À la fin de l'année 2006, le carnet de commandes de l'entreprise a atteint son plus haut niveau historique.

L'État a sa part de responsabilité dans cette affaire, puisqu'il est le principal actionnaire de Thalès. Mais tout ce que François d'Aubert, maire UMP de Laval, a proposé aux salariés, c'est de louer à Thalès des locaux adjacents à faible coût, pour que le site puisse s'agrandir, et ainsi l'inciter à rester... Du logement social, en quelque sorte !

Correspondant LO

• France Télécom

Une journée de grève réussie

Toutes les organisations syndicales de France Télécom appelaient à faire du 31 mai « une journée d'action de haut niveau » contre les 22 000 suppressions d'emplois en trois ans annoncées en février 2006, dont les effets se font sentir pleinement aujourd'hui. La CGT, syndicat majoritaire, avait seulement annoncé, dans ses tracts nationaux, un « nouveau temps fort de mobilisation et d'action multiforme pouvant aller jusqu'à la grève », tandis que SUD, FO et la CGC avaient été clairs dans leur appel à la grève.

Il y a eu ce jour-là de l'ordre de 40 % de grévistes, soit une bonne participation, supérieure aux 30 à 35 % de travailleurs qui avaient apporté une première réponse à l'attaque de la direction le 14 décembre dernier. Ce succès est d'autant plus encourageant qu'avec l'éclatement des services qui sont complètement désorganisés, les restructurations permanentes depuis quatre à cinq ans, les agents ont bien du mal à se connaître.

En 2006, il y a eu plus de 10 000 départs en retraite et en préretraite par un congé de fin de carrière. Aujourd'hui, ce système de préretraite est arrêté et tous les moyens sont bons pour multiplier les départs. Les « espaces développement » chargés de convaincre les agents d'aller voir ailleurs tiennent un

discours permanent du style : « Votre service va disparaître et il va bien falloir que vous trouviez autre chose comme poste, et nous n'avons plus rien à vous proposer. » La fermeture de centres se traduit par des mobilités imposées à des dizaines de kilomètres, ce qui, surtout en province, pose des problèmes énormes. France Télécom comptant encore de nombreux fonctionnaires, la direction multiplie les pressions pour qu'ils partent dans d'autres secteurs de la Fonction publique ou qu'ils créent leur propre entreprise, y compris comme sous-traitants de France Télécom.

La sous-traitance se développe, que ce soit dans les services techniques ou dans les centres d'appel chargés des

contacts commerciaux et du service après-vente (le 1014, le 1013, le 3900). Les équipes techniques sont réduites à leur plus simple expression, dans l'incapacité de rétablir le réseau en cas de problème. Les opérateurs croulent sous les appels des usagers et ceux-ci n'ont plus de point de contact, en particulier en province.

Ce n'est pas le travail qui manque, si seulement la direction voulait vraiment entretenir le réseau et permettre aux usagers d'avoir des réponses aux problèmes qu'ils rencontrent avec leur téléphone, leur liaison internet ou leur mobile. Les 22 000 suppressions d'emplois en cours ne correspondent en

rien à une baisse d'activité, mais à la décision de France Télécom de faire des économies sur le dos du personnel. Le service rendu n'est depuis longtemps plus à l'ordre du jour. Pour France Télécom, l'exploit est d'avoir réussi, parmi les entreprises cotées au CAC 40, à distribuer le plus fort taux de dividendes à ses actionnaires !

Les agents de France Télécom, comme les travailleurs de toutes les entreprises, n'ont guère d'autre choix, s'ils ne veulent pas subir la situation, que d'emprunter la voie de la lutte. La participation à la journée du 31 mai est plutôt positive pour l'avenir.

Correspondant LO



• SFR

Les actionnaires font du gras

Le 5 juin, 500 salariés de l'entreprise de téléphonie mobile SFR venus de Paris, mais aussi d'autres villes, ont manifesté devant le siège de la société à la Défense.

En effet, SFR a annoncé le 23 mai la suppression de près de 2 000 emplois dans les services clients, soit les trois quarts des salariés des centres d'appel de Toulouse, Lyon et Poitiers. Dans ce cadre il est prévu que les salariés SFR de ces centres soient transférés à des entreprises sous-traitantes : Téléperformance et Arvato.

La mesure est soi-disant prise pour préserver les emplois, en fait pour augmenter les profits. Avec le cynisme dont savent faire preuve certains grands patrons, le PDG de Vivendi (principal actionnaire de SFR) n'a pas manqué d'affirmer que « les salariés de SFR SC font du gras », d'où cette décision de muter de nombreux travailleurs dans des sociétés où les salaires sont moindres, les avantages sociaux inexistantes et les conditions de travail plus dures.

Les syndicats estiment que



les pertes salariales pourraient être très importantes car les salariés partiraient uniquement avec leur salaire de base et leur treizième mois. Ils changeraient de convention collective, perdraient leur participation et leur intéressement, ainsi que des primes annuelles individuelles qui peuvent atteindre 10 % du salaire annuel, soit au total l'équivalent de quatre mois de salaire.

Le groupe SFR s'est engagé à

maintenir les emplois pendant une période de trois ans. Mais qui peut croire que cet engagement sera tenu ? Les travailleurs du groupe se souviennent fort bien que la fusion Neuf Télécom-Cégétel (contrôlé aujourd'hui par Vivendi) s'était traduite en 2005 par 945 suppressions de postes dont 721 licenciements. À l'époque, la direction s'était aussi engagée à maintenir les emplois.

En fait, c'est dans la

recherche de profits toujours plus élevés qu'il faut chercher les raisons du transfert de plusieurs centaines de travailleurs. SFR se targue d'un chiffre d'affaires de 8,6 milliards d'euros et, plus encore, il se glorifie de pouvoir verser à ses actionnaires un dividende de presque 1,8 milliard en 2008, soit 170 millions de plus qu'en 2007. Alors, qui, des travailleurs ou des actionnaires, fait du gras ?

Correspondant local

• Alcatel-Lucent-France

Les salariés... toujours dans l'action

Vendredi 1^{er} juin, se tenait au Palais des Congrès de la Porte Maillot, à Paris, l'assemblée générale des actionnaires d'Alcatel-Lucent. Mais environ 300 travailleurs de l'entreprise étaient aussi présents devant ce Palais des Congrès protégé par de nombreux CRS qui bloquaient l'entrée du sérail.

Nous n'étions pas venus pour attaquer le bâtiment, mais simplement pour protester contre les 12 500 suppressions d'emplois prévus à l'échelle mondiale, dans le groupe, dont 1 800 en France.

Une centaine de manifestants, essentiellement des militants syndicaux, avaient acquis pour l'occasion dix actions au moins, ce qui leur permettait d'être invités de plein droit à l'assemblée des actionnaires. Ils ont donc pu pénétrer dans l'enceinte et lire un texte de protestation à l'intérieur. Quelques troubles ont ainsi été occasionnés dans le paisible déroulement de l'assemblée, comme la presse s'en est fait l'écho. Les actionnaires-manifestants se sont bruyamment fait entendre à grand renfort de cornes de brume. Ils ont interrompu le discours de la PDG du groupe, Pat Russo, et le PDG Serge Tchuruk s'est senti contraint de justifier les 8 millions récemment reçus par le « contrat » dont il n'avait fait que bénéficier. Perturbé et se perdant dans les zéros, il aurait même multiplié par 100 le montant des dividendes annoncés à l'assemblée !

La direction de son côté s'est félicitée, car « ils sont près de 1 500 actionnaires à s'être déplacés ». Finalement, l'octroi d'un dividende de 0,16 euro par action a été voté, pour un total de 370 millions d'euros.

Les salariés, eux, n'auraient droit qu'à la poursuite de la politique d'économies invoquée pour justifier les milliers de suppressions d'emplois.

Pourtant, à voir la tête de certains « actionnaires » qui se rendaient à cette assemblée, il était évident que les forces vives étaient plutôt sur le trottoir que parmi eux. Il faudra envisager d'autres... actions pour imposer le point de vue des salariés.

Correspondant LO

• Chausson outillage – Reims

Suite à la mise en liquidation Usine occupée

Depuis le jeudi 31 mai les travailleurs de Chausson à Reims occupent l'usine suite à sa mise en liquidation.

Celle-ci est intervenue après des mois d'incertitude pour les salariés. Elle constitue l'épilogue d'une fin annoncée, depuis que PSA puis Renault se sont débarrassés de leur filiale. L'usine Chausson qui compte 181 salariés produit des outils, notamment des presses, qui sont ensuite installés sur les chaînes de montage des usines automobiles. Étant la seule entreprise à faire encore ce type d'outillage, les salariés espéraient bien qu'un repreneur se ferait connaître et remplacerait le dernier actionnaire qui, depuis bien longtemps, a disparu de la circulation. Or, seule une société indienne s'est montrée intéressée à la reprise mais à des conditions si désavantageuses que même le tribunal de commerce a préféré refuser le plan proposé.

Dès lors, on allait vers le licenciement de tous les salariés et les premières lettres sont arrivées à la fin du mois de mai. L'objectif fut alors de partir dans les moins mauvaises conditions. Pour cela, les travailleurs ont multiplié les actions, souhaitant pouvoir



bénéficier d'un congé de conversion de dix mois et de primes plus importantes que celles prévues. Ce qu'ils réclament, c'est ni plus ni moins ce qu'avaient obtenu d'autres travailleurs de la région, ceux de Thomé-Génot dans les Ardennes, il y a quelques mois.

Le 31 mai, les ouvriers ont voté à 85 % l'occupation de leur usine. Même si toute activité a désormais cessé, les travailleurs de Chausson ont encore un moyen de pression en bloquant la livraison des derniers outils mis au point. Il s'agit notamment d'outils de presse attendus sur les chaînes de montage du tout nouveau petit utilitaire de Citroën, le remplaçant du Berlingo.

D'une certaine manière, c'est là un juste retour des cho-

ses puisque ce sont les choix des constructeurs automobiles qui sont à l'origine des difficultés de Chausson. Il serait donc normal et juste que Renault et PSA payent pour les dégâts que provoque leur recherche systématique de rentabilité.

Quant aux services de l'État et de la Région, ils n'envisagent pas de demander des comptes à ces grandes entreprises, bien au contraire. Si le blocage perdure, ils montreront beaucoup plus d'empressement à faire intervenir les forces de police pour que Citroën puisse récupérer ses outils de presse. C'est à cela que les travailleurs de chez Chausson se préparent.

Correspondant local

• Buffalo Grill – Viry-Châtillon (Essonne)

Les salariés sans papiers doivent être régularisés

Depuis le 29 mai, des sans-papiers salariés dans des restaurants Buffalo Grill, numéro un du restaurant-grill en France, occupent le restaurant de Viry-Châtillon dans l'Essonne pour exiger d'être régularisés.

Ils sont plus de cinquante, venant d'au moins 18 restaurants d'Île-de-France, et la CGT de l'Essonne appelle tous les employés sans-papiers de Buffalo Grill, et ils seraient nombreux, à rejoindre le mouvement.

Depuis des années, ce trust embauche, en toute connaissance de cause, des travailleurs qu'il tient à sa merci puisqu'ils sont en situation irrégulière. Cuisiniers, grilladins, hommes de cuisine sont officiellement déclarés, cotisent aux Assedic, payent leurs impôts, mais les directeurs exigent qu'ils travaillent sans compter leurs heures, en échange d'un salaire mini-



mum. « On ne pouvait pas se rebeller, nos patrons menaçaient de nous livrer à la police », rapportent plusieurs d'entre eux.

La situation s'est dégradée encore plus, suite à l'arrestation par la gendarmerie de salariés à leur travail, dans un restaurant des Yvelines à Orgeval. La direction de Buffalo France a alors entamé des séries de licenciements sans indemnités, y ajoutant des démissions forcées sous menace de dénonciation.

Maintenant que la révolte de ses employés a rendu publiques les méthodes de Buffalo Grill, son PDG, la main sur le cœur, plaide l'innocence : « Notre confiance a été abusée.

Nous sommes victimes dans cette affaire », prétend-il. Quel culot ! Quant à la préfecture, elle doit avoir encore en mémoire une situation similaire. En septembre dernier, les mobilisations autour de la lutte de 22 sans-papiers de la blanchisserie industrielle Modeluxe à Chilly avaient permis leur régularisation.

Cette fois-ci encore, la lutte des salariés sans-papiers de Buffalo Grill pour leur régularisation et le maintien dans leur emploi doit recevoir l'appui de tous.

Louis BASTILLE

• Simoldes-Plásticos Onnaing (Nord)

La lutte paye

Simoldes Plásticos à Onnaing près de Valenciennes est un sous-traitant automobile en plasturgie pour Renault, Peugeot et Honda. Pour les négociations salariales annuelles, la CGT demandait 120 euros d'augmentation... que la direction refusait catégoriquement d'accorder.

Deux cents des deux cent trente ouvriers se sont donc mis

en grève le vendredi 25 mai et ils ont poursuivi le lundi 28 mai. La direction a préféré lâcher 80 euros d'augmentation pour les CDI et 2 % d'augmentation pour les CDD de plus de six mois, et la journée de lundi a été payée.

Au moins un lundi de Pentecôte non chômé qui a rapporté !

Correspondant LO

• Française de Mécanique Douvrin (Pas-de-Calais)

Un mauvais coup qui passe mal

En 2003, les informaticiens de la Française de Mécanique (filiale de Peugeot et Renault) changeaient de statut et étaient rattachés directement à Peugeot. À l'époque, la direction prétendait que cela n'aurait aucune conséquence pour eux car ils devaient rester en poste à la FM. C'était bien sûr des promesses de menteurs.

En effet, rapidement, leurs responsables ont voulu en muter certains en région parisienne. Ceux qui ont refusé ont subi des pressions de toutes sortes. Le nouveau chef a commencé à trouver tous les défauts à ceux qu'il voulait faire partir. Suite à cela, deux techniciens se sont d'ailleurs trouvés en dépression.

L'un des informaticiens résiste depuis deux ans. Il a prévenu l'inspection du travail et le médecin du travail du harcèlement qu'il subissait, mais les pressions ont continué. Après

avoir reçu 12 lettres recommandées pour des fautes inexistantes qu'il a toujours contestées, il est aujourd'hui menacé de licenciement. Pour protester, il a fait signer une pétition devant l'usine.

La direction, qui n'aime pas la publicité, n'a pas réussi cette fois à faire son mauvais coup en douce et le grand nombre de signatures recueillies chez les ouvriers, mais aussi chez les techniciens et même les cadres, montre que l'indignation est grande face aux méthodes de harcèlement employées par la FM.

Peugeot veut se débarrasser de plusieurs milliers d'employés et techniciens, voilà sans doute comment ses responsables comptent s'y prendre pour faire baisser les effectifs « sans plan social, sans licenciements économiques ».

Correspondant LO

• Créteil (Val-de-Marne)

Intervention policière contre des travailleurs du Bâtiment

Lundi 4 juin, le préfet du Val-de-Marne a déclenché une opération policière sur deux chantiers d'un nouveau quartier en construction de Créteil, à la Pointe-du-Lac. Vingt-huit travailleurs immigrés sans papiers ont été placés en garde à vue, ainsi que cinq autres travailleurs que leur patron n'avait pas déclarés.

C'est au nom de la lutte contre le travail clandestin que des dizaines de policiers, accompagnés d'inspecteurs du travail, de l'Urssaf et des impôts, sont intervenus. Quelle hypocrisie ! En refusant la régu-

larisation de tous les sans-papiers, les autorités favorisent le développement de mafias qui proposent du travail. Des patrons, qui peuvent être des sous-traitants de grands groupes, profitent du fait que ces travailleurs sont totalement privés de droits.

Le seul moyen d'éviter ces trafics serait de régulariser la situation de ces travailleurs. Mais les autorités font donner contre eux la police, les arrêtent et les placent sous menace d'expulsion immédiate.

Correspondant LO

• PSA - Peugeot Mulhouse

Une série de suicides parmi les travailleurs

Trois salariés de l'usine PSA Peugeot-Citroën de Mulhouse se sont suicidés, en dehors de l'usine, en l'espace d'une dizaine de jours, courant mai, deux à domicile et un autre sous un pont. C'est la CGT qui a dévoilé ces drames, qui surviennent après qu'un salarié de 51 ans se fut pendu dans un local technique de l'atelier de Mécanique courant avril. Tous ces suicides ont provoqué une émotion importante dans l'usine.

Pour le premier suicide, le lien avec le travail réside dans le choix même du lieu, même si une enquête est toujours en cours. La direction du site de production n'avait pourtant pas attendu pour affirmer dans la presse, dès le lendemain du drame : « *Tous les éléments objectifs font ressortir qu'il était satisfait de sa mission et qu'il était apprécié de sa hiérarchie* », en ayant même le cynisme de préciser qu'il avait bénéficié d'une augmentation et d'une promotion ces deux dernières années.

Pour ces trois nouveaux suicides, la direction, relayée par FO et dans une moindre mesure la CFDT, explique que l'entreprise n'y est pour rien et que ce sont des affaires privées. Il n'empêche que la direction a immédiatement annoncé des actions « *pour mieux prendre en charge les salariés en détresse* » et proposé la création d'un groupe de travail avec recours de psychologue et d'un médecin pour étudier la situation des travail-

leurs en déprime, et ils sont nombreux dans l'entreprise.

La direction n'en fait pas moins la chasse aux malades, envoyant assez fréquemment des lettres de mise en garde qui peuvent déboucher sur le licenciement. Une trentaine par an ont pour justification des absences répétées, sur les 60 à 80 licenciements individuels qui ont lieu chaque année. Comme le dit le responsable de la CGT,

« *en dehors de la productivité, il n'y a plus rien qui compte* ». Il n'y a pas besoin de psychologues pour comprendre que la vie des travailleurs est rendue infernale par l'âpreté au gain des patrons, qui en veulent toujours plus.

Car la toile de fond de ces drames, c'est le stress, les cadences intenable, les fins de mois difficiles et l'incertitude du lendemain. L'usine de Mulhouse

vit à l'heure des suppressions de postes. Entre 1999 et 2005, les effectifs ont baissé de 2 000 salariés, pour une production identique de 400 000 véhicules par an. L'usine fabrique les C4 et les 206 et compte encore 10 500 travailleurs. La direction vient d'annoncer que 500 intérimaires de plus allaient se retrouver à l'ANPE. Le secteur où il y a eu ces suicides, le Ferrage, est en pleine restructuration, avec le

stress et l'augmentation de la charge de travail que cela signifie toujours. Sans parler des 4 800 suppressions d'emplois programmées par le nouveau PDG, Streiff, sur l'ensemble du groupe, dont l'unique raison est la volonté de baisser la part des travailleurs dans la richesse dégagée par le groupe.

Correspondant LO

• Renault

Ghosn : mensonges et bonnes affaires

Carlos Ghosn, le PDG de Renault, occupe les médias à l'occasion du lancement de deux nouveaux modèles.

Il utilise une pleine page et plusieurs encarts publicitaires du *Figaro économie* repeint en vert pistache, « *écologique* » sans doute, pour proclamer : « *Tout le monde parle d'écologie. Renault agit* ». Et le constructeur dit s'engager à vendre un million de véhicules moins polluants.

Le journal *Le Parisien*, lui, accorde à Ghosn deux pages avec une interview des plus optimistes. Renault, dit-il, a « *mangé son pain noir* » ; les ventes vont s'améliorer à partir de septembre ; il n'est pas question de réduction d'effectif, contrairement à ce qui se passe chez PSA, Peugeot-Citroën, car il ne faut pas détourner « *la mobilisation du personnel en lançant des restructurations* » ; et enfin, « *si on rend le système plus flexible, nos*

entreprises seront plus performantes ».

Pas de suppressions de postes chez Renault ? Mais à l'usine de Flins, par exemple, avec la suppression de la ligne produisant la Twingo et la suppression de l'équipe de nuit, plus de mille postes vont disparaître ! Comme beaucoup sont des postes tenus par des travailleurs intérimaires, Ghosn considère sans doute qu'il ne s'agit pas de « *restructuration* » ! Il a sans doute oublié également que ses directeurs proposent à un certain nombre de travailleurs, dont le poste est supprimé dans certains ateliers, des points de chute aux quatre coins de la France, ou même en Roumanie, ou en Iran... Mais, comme il le dit lui-même, il faut être « *flexible* », céder aux pressions, sous la menace de licenciements, comme à l'usine du Mans, ou même jusqu'à en craquer, comme au

PSA, RENAULT, ... : SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AU PERSONNEL



Technocentre de Guyancourt, où plusieurs travailleurs se sont suicidés.

À ce sujet, Ghosn prône d'ailleurs un renforcement de « *la solidarité dans l'entreprise, pour que les gens ne se sentent plus seuls face à leurs difficultés* ». Cela ne manque pas de sel, venant du PDG respon-

sable des pressions sur le personnel et qui combat ses réactions de solidarité ! Car s'il y a du « *pain noir* » pour le personnel, il est blanc pour l'entreprise et ses actionnaires, qui ont encaissé près de trois milliards d'euros de bénéfices en 2006 !

Sylvie MARÉCHAL

• Contre les intimidations de Servair

Rassemblement de protestation devant le tribunal de Bobigny

À l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, CFTC et SUD Aérien de la plate-forme de Roissy, un rassemblement de 120 personnes a eu lieu mardi 5 juin devant le tribunal de grande instance de Bobigny, accompagné de plusieurs prises de parole.

La CGT Ile-de-France, l'Urif CGT, la fédération des transports CGT et l'union locale CGT de Roissy s'y sont associées. Il s'agissait de dire stop aux intimidations de salariés et de syndicalistes et aux atteintes au droit de grève, aux libertés syndicales, dont les cas se multiplient dans le département. Il s'agissait en particulier de protester contre les méthodes de

Servair qui, après avoir été condamné pour le non-respect de la loi sur le travail temporaire, ou face à des grèves contre ses tentatives de réorganiser son activité sur le dos de ses salariés, harcèle des travailleurs et des militants et entame des procédures de licenciements notamment contre un délégué, Manuel Gonçalves.

Servair, par un coup de force,

a fait démonter les locaux syndicaux pour les « *externaliser* » sur les parkings, impunément jusque-là, et recourt à la police contre les grévistes. Ayant porté plainte contre X pour « *faux et usage de faux* » à la suite de la publication d'une pétition, et payé la caution permettant l'ouverture d'une enquête, l'entreprise est aussi à l'origine de deux gardes à vue et d'une perquisition au domicile de ce militant. Il est maintenant convoqué devant le juge d'instruction pour le 7 juin en

vue d'une mise en examen.

Cela n'a pas eu tout à fait l'effet escompté par la direction, car les élections de délégués et de représentants au Comité d'entreprise qui ont eu lieu au lendemain de la seconde garde à vue ont apporté 10 % de voix supplémentaires à la CGT, laquelle détient maintenant la moitié des sièges de délégués du personnel et la moitié de ceux du CE. Et Manuel Gonçalves, pour la première fois dans le collège maîtrise, a été élu au CE... Ce qui s'appelle un désaveu.

Alors que les salariés, lorsqu'ils sont victimes des infractions patronales, ne peuvent guère que s'adresser à un inspecteur du travail ou aux tribunaux de prud'hommes, les patrons eux font intervenir la police et ont les moyens d'utiliser la justice correctionnelle. On ne voit jamais par contre la police faire irruption chez un patron quand il porte atteinte aux droits d'un travailleur. Cela doit être dénoncé et c'est ce qui a été fait.

Correspondant LO

Il y a 40 ans

• Juin 1967

La « guerre des Six-Jours » d'Israël contre les États arabes

Il y a quarante ans, à l'aube du 5 juin 1967, la « guerre des Six-Jours » commençait par l'attaque d'Israël contre l'Égypte et la destruction au sol, profitant de l'effet de surprise, de la plus grande partie de son armée de l'air. En six jours, du 5 au 11 juin, l'armée israélienne allait conquérir sur les pays arabes une superficie égale à trois fois le territoire d'Israël. Le plateau du Golan était conquis sur la Syrie, la Cisjordanie et la partie est de Jérusalem étaient conquises sur la Jordanie qui les administrait jusqu'alors, la bande de Gaza et la presqu'île du Sinaï étaient conquises sur l'Égypte.

Quarante ans après, Israël occupe toujours ces territoires, à l'exception du Sinaï, évacué en 1982, et de Gaza, évacué en 2005 mais toujours soumis à son contrôle et aux raids meurtriers de son armée. En transformant Israël, pour de longues années, en puissance occupante de territoires arabes fortement peuplés, la guerre de 1967 s'est révélée un tournant pour ce pays et pour l'ensemble du Moyen-Orient.

d'une certaine détente à la guerre

Pourtant, après la création de l'État d'Israël en 1948 contre la volonté de l'ensemble des États arabes, après l'expédition militaire de 1956 menée par Israël conjointement avec la France et la Grande-Bretagne contre l'Égypte de Nasser, il semblait au début des années soixante que l'on allait vers une certaine normalisation des relations israélo-arabes. À la tête du gouvernement israélien, Lévi Eshkol succédait en 1963 à Ben Gourion. Contrairement à celui-ci, fondateur d'Israël et tenant d'une ligne jusqu'au-boutiste contre les voisins arabes, Eshkol et son ministre des Affaires étrangères Abba Eban semblèrent rechercher une détente.

Cela valut à Eshkol de violentes critiques d'une fraction du Parti Travailleuse, dont il était membre. Sous la direction de Ben Gourion, du général Moshé Dayan et de Shimon Pérès, cette fraction s'en sépara pour former un nouveau parti,

le Rafi, lié à fraction activiste de l'armée et prônant la sécurité d'Israël par des coups d'éclat contre ses voisins. Le Rafi subit une défaite cinglante aux élections de 1965, défaite tendant à prouver que la population israélienne souhaitait plutôt la paix. La politique conciliatrice d'Eshkol sembla renforcée, alors qu'Israël semblait s'acheminer vers une assimilation progressive parmi les autres États du Moyen-Orient.

La fraction activiste de l'armée et le Rafi ne renoncèrent pas pour autant à imposer leur ligne, et ils y réussirent. Au cours des mois allant de fin 1966 à juin 1967, exploitant les craintes suscitées en Israël par l'évolution des régimes arabes, ils amenèrent le gouvernement Eshkol sur leurs positions.

En Syrie, en février 1966, un coup d'État organisé par le groupe militaire du général Salah Jedid porta au pouvoir une équipe dite baassiste de gauche. Maniant un langage plus ou moins socialiste, recherchant l'appui de l'URSS, les nouveaux dirigeants syriens tentèrent de trouver un appui dans les masses par des déclarations radicales contre Israël. Parallèlement, des groupes de guérilla palestiniens, opérant à partir de la Syrie et de la Jordanie, commencèrent à mener des actions contre l'armée israélienne. Sous la pression directe de l'état-major, alors dirigé par le général Yitzhak Rabin qui allait être en 1993 le promoteur des accords d'Oslo, le gouvernement Eshkol laissa l'armée mener des attaques en territoire syrien et, en novembre 1966, détruire en représailles le village cisjordanien de Samu'.

De son côté, à la tête de l'Égypte, Nasser tentait de sauvegarder son image de leader du nationalisme arabe, tout en gardant une attitude prudente à l'égard d'Israël. Mais lorsque, en mai 1967, il apparut que l'autre régime nationaliste arabe, la Syrie, était directement menacé d'une attaque israélienne, Nasser répondit par des surenchères verbales et des gestes démonstratifs. Demandant le retrait des troupes de l'ONU présentes depuis 1956 à la frontière égypto-israélienne et notamment à Charm-El-Cheikh, il déclara que l'Égypte empêcherait désormais le trafic

des navires israéliens par le détroit de Tiran, qui commande l'accès au port israélien d'Eilat.

Le geste était d'abord destiné à l'opinion intérieure du monde arabe, dans la concurrence que se livraient Nasser et notamment les dirigeants saoudiens pour en apparaître comme les leaders. Nasser prenait un risque calculé, estimant qu'Israël ne réagirait pas, 5 % seulement du commerce israélien transitant par le détroit de Tiran. Non seulement il se trompait, mais cela permit aux dirigeants israéliens, vis-à-vis de l'opinion israélienne comme de celle des pays occidentaux, de présenter l'attaque du 5 juin 1967 comme une action de légitime défense face à des dirigeants arabes qui voulaient asphyxier Israël, voire le rayer de la carte.

une guerre bien préparée

Pourtant, le déroulement de la guerre montra vite comme elle avait été bien préparée par l'état-major israélien, et très peu par les dirigeants arabes. Dès les premières heures, l'aviation arabe était pratiquement détruite. Le 6 juin, l'armée israélienne occupait la bande de Gaza et entraînait au Sinaï. Le 7 juin, elle conquérait la vieille ville de Jérusalem et toute la rive ouest du Jourdain, entraînant un exode de la population palestinienne vers la Jordanie. Le 8 juin, l'armée israélienne, dont une division était dirigée par Ariel Sharon, parvenait au canal de Suez. Le 9, attaquant cette fois la Syrie, elle occupait le plateau du Golan, avant la fin des hostilités le 10 juin. Et loin de se contenter de rétablir la liberté de circulation dans le détroit de Tiran, qui avait été le prétexte de son action, l'armée israélienne resta dans les territoires conquis.

Un climat de consternation déferla sur le monde arabe devant cette nouvelle et écrasante défaite. En Égypte, dès le 9 juin, Nasser annonça sa démission, avant de la reprendre le lendemain à l'appel de centaines de milliers de manifestants descendus dans les rues du Caire. Quelque deux cent mille Palestiniens de Cisjordanie quittèrent ce territoire pour devenir à leur tour des

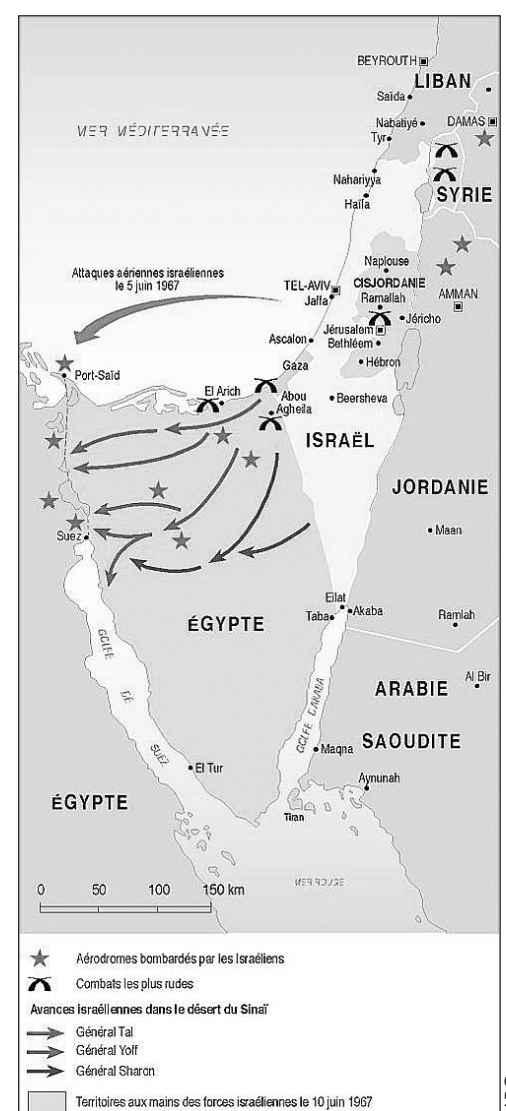
réfugiés en Jordanie ou au Liban, tandis que d'autres, instruits par l'expérience de 1948, décidaient de rester sur place coûte que coûte.

En revanche, côté israélien, se répandait un climat de triomphe. Les territoires palestiniens conquis furent vite considérés comme faisant partie d'Israël. La partie est de Jérusalem fut annexée officiellement dès la fin juin 1967. L'ancienne frontière, la « ligne verte », disparut des cartes de géographie israéliennes. Dès la fin 1967, les premières colonies israéliennes furent créées en Cisjordanie et au Golan. Début 1968, des colons étaient autorisés à s'installer au cœur de la ville palestinienne d'Hébron, y créant un foyer de tension qui dure toujours.

Aux yeux d'une grande partie de la population israélienne d'alors, mais aussi des opinions occidentales informées par des dirigeants et une presse plus que partiaux, Israël n'avait fait là qu'imposer son droit à l'existence contre des dirigeants arabes ayant juré sa perte. Mais la vérité était différente : c'était la population israélienne, et même son gouvernement, qui s'étaient laissés imposer la ligne guerrière de l'état-major, approuvé et soutenu par les dirigeants des États-Unis.

un affrontement sans fin

En se transformant en puissance occupante, en choisissant de s'engager dans la colonisation de la Cisjordanie, de Gaza et du Golan, Israël installait en même temps sa population dans une situation de guerre permanente avec ses voisins : guerre d'usure sur le canal de Suez en 1968-1970, guerre du Kippour en 1973, guerre de 1982 contre le Liban et occupation du sud de ce pays, répression des Intifadas palestiniennes de 1987 et de 2000, nouvelle guerre du Liban à l'été 2006... Malheureusement, la liste de ces affrontements n'est certainement pas



finie. Parallèlement, l'évolution politique d'Israël a mené le pays de plus en plus à droite, en faisant l'otage des groupes de pression liés à l'armée, aux colons extrémistes et à l'impérialisme. La population israélienne, que la politique de ses dirigeants fait tout pour placer dans l'état d'esprit d'une population assiégée, sert ainsi de masse de manœuvre, et à l'occasion de chair à canon, pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

Les choix politiques faits par les dirigeants israéliens et leurs protecteurs occidentaux depuis la création de l'État d'Israël ont ainsi abouti à ancrer, au cœur d'une région aussi stratégique que le Moyen-Orient, une force militaire qui est un instrument d'oppression et une menace permanente contre les peuples et les États voulant résister à la domination de l'impérialisme, et qui est une cause permanente de guerre.

Cette situation ne pourra disparaître qu'avec un changement radical de politique à la tête d'Israël, qui serait dans l'intérêt même de sa population et pas seulement de celle des pays arabes. Tôt ou tard, la population israélienne devra trouver le moyen d'une coexistence et d'une collaboration pacifiques avec ses voisins, et cela implique de rompre avec la politique guerrière dans laquelle ses dirigeants, et leurs protecteurs impérialistes, l'ont engagée en juin 1967 pour des dizaines d'années.

André FRYs